

BACKGROUND

#1

- Access to energy is not only vital to the development trajectory of a country but closely tied to the achievement of other sustainable development goals.
- Lack of sufficient access to energy which is termed “energy poverty” continues to remain a major problem in Sub-Saharan Africa. Around 633 million people are estimated to lack access to electricity while 792 million people are still using biomass.
- Climate change will intensify the vulnerability of human-environment systems (Wheeler & von Braun, 2013).

QUESTIONS

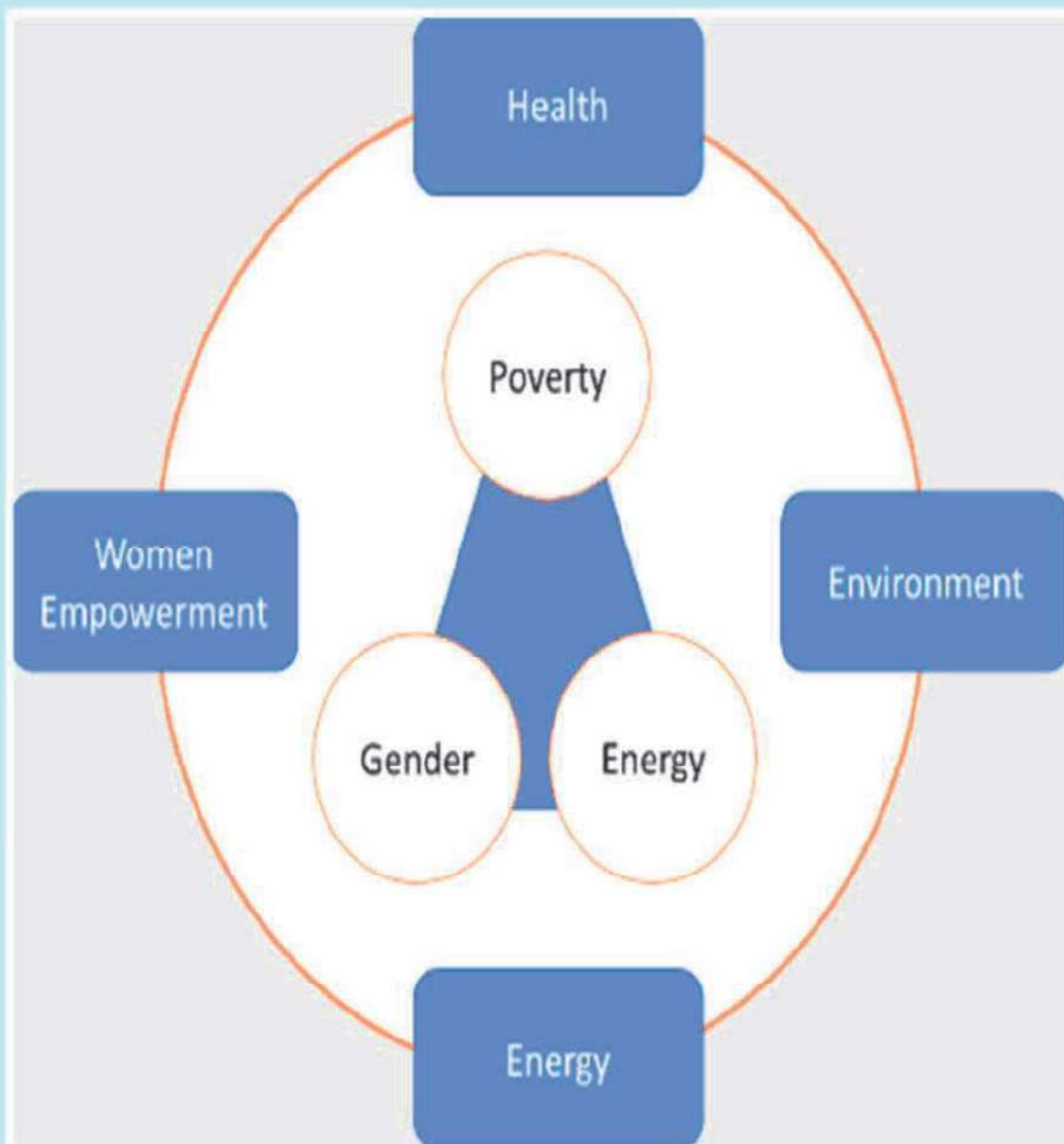
#2

- How does climate change affect the energy transition in developing countries?

DATA

#3

- Outcome: Choices of energy
- Data: World Bank living standard measurement surveys
- Controls: Household characteristics



METHODOLOGY

#4

- Logit and probit models :
- Fixed effects

POLICY IMPLICATIONS

#6

- No energy transition among households without proper policies targeting common shocks
- High reliance on traditional cooking fuels
- An evolution in lighting fuels through solar home systems

MAIN RESULTS

#5

- Energy ladder in Sub-Saharan Africa
- Energy stacking plus energy ladder in developing countries
- Climate change worsens energy poverty incidences

CONCLUSION

#7

- Among households in developing countries, a clean slate from tradition to modern energy is unlikely
- Income is a key factor in the energy transition but does not capture the whole story: factors such as cultural preferences for cooking, location, literacy level and marital status among others, influence household fuel choices.
- The non-economic cost of use of traditional fuels is borne by women: negative implications for gender equality efforts

L'agilité des Services Départementaux d'Incendie et de Secours (SDIS) au prisme des proximités

Thèse par essais en Sciences de Gestion

Jean-Marc SALES

Laboratoire CLeRMa – Université Clermont-Auvergne

Co-directeurs de thèse : Corinne ROCHETTE, Laurent MERIADE



Un contexte d'action marqué par l'urgence, le risque et l'incertitude...



Qui nécessite de ...

L'AGILITE...

avec pour source... LES PROXIMITES des acteurs

1 Leviers agiles

Reconfigurables

- Structure et organisation
- Processus
- Technologie
- Ressources humaines

Stables et partagés

- Vision
- Valeurs
- Mesure de la performance

2 Pratiques agiles

Pratiques orientées vers la maîtrise du changement

Valorisation des ressources humaines

Coopération

Création de valeur pour l'utilisateur ou le client

3 Capacités agiles

Lecture de l'environnement et/ou du marché (veille et innovation)

Mobilisation d'une réponse rapide

Intégration de l'apprentissage organisationnel

Source : Charbonnier-Voirin (2011)

Spatiale : éloignement géographique

Cognitive : mêmes connaissances et langage

Organisationnelle
Culture, structures, technologies similaires

Institutionnelle
Valeurs, règlements et habitudes communes

Sociale
Liens d'amitié, de confiance

Torre, Talbot, Boschma, Geldès et al.)

Agilité intra-organisationnelle (même organisation) :

- Valeurs du SDIS 45 (article Management et avenir, 2022)
- Cohésion du SDIS 45 (article en 2ème révision pour @GRH, 2023)
- Degrés d'agilité du SDIS 45 face à risque (chapitre d'ouvrage, collection Cadres service public, 2023)
- Adaptation du SDIS 63 au Covid-19 (article dans Question de management, à paraître)



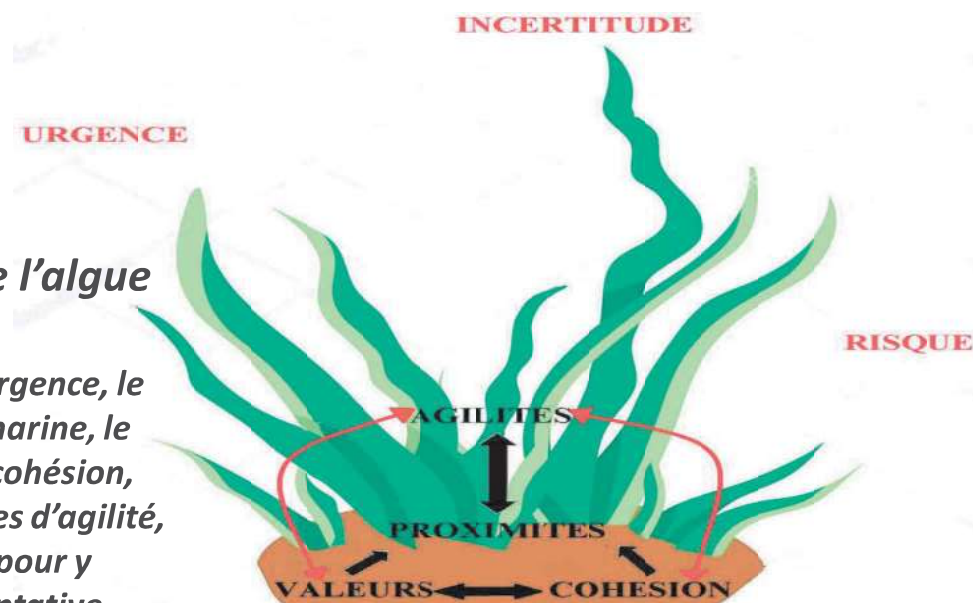
Agilité inter-organisationnelle (avec des organisations différentes)

SDIS 12, SAMU, département de l'Aveyron, médecins locaux (congrès de l'AIMS, 2022)



En conclusion, la métaphore de l'algue marine...

Dans un environnement marqué par l'urgence, le risque et l'incertitude, telle une algue marine, le SDIS paraît ancré sur ses valeurs et sa cohésion, lesquelles créent des proximités, sources d'agilité, quant à sa lecture de l'environnement, pour y répondre efficacement de manière adaptative.



Source : auteur

Remerciements à :

- Corinne ROCHETTE et Laurent MERIADE, mes 2 Co-directeurs de thèse :
- Pierre GAMEL, Lieutenant-colonel au SDIS du Loiret (45),
- Dominique GAAG, Lieutenant-colonel et Laurent LANUS, Capitaine, du SDIS du Puy-de-Dôme (63),
- Natalie ALAZARD, Colonel, ancienne Médecin chef du service de santé et de secours médical du SDIS de l'Aveyron (12).

Politiques publiques des biodéchets, analyse économique à l'échelle des territoires

Aissatou NDIMBLANE^{1,2} (Aissatou.NDIMBLANE@doctorant.uca.fr)

Co-encadrants : Olivier AZNAR² et Kassoum AYOUBA²

¹ADEME | ²VetAgro Sup, UMR Territoires, Université Clermont Auvergne, INRAE

Contexte et enjeux



→ C'est la part de biodéchets dans la poubelle des ménages français (en 2022)

- Ils finissent incinérés ou enfouis et contribuent aux émissions de gaz à effet de serre.
- La loi AGEC du 10 février 2020, oblige tous les producteurs à trier à la source leur biodéchets, à partir de janvier 2024.
- Peu d'études économiques ont porté sur les déterminants du compostage domestiques des biodéchets [1], à la différence du grand nombre d'études sur le tri du plastique, du verre et du papier [2].
- Pourtant, les biodéchets constituent une source importante de matière organique. Lorsqu'ils sont triés, ils peuvent être valorisés par compostage ou méthanisation.

Objectifs

Déterminer les facteurs pouvant favoriser la mise en place d'une filière territorialisée et durable des biodéchets, en partant des producteurs (ménages), jusqu'aux utilisateurs finaux (agriculteurs)

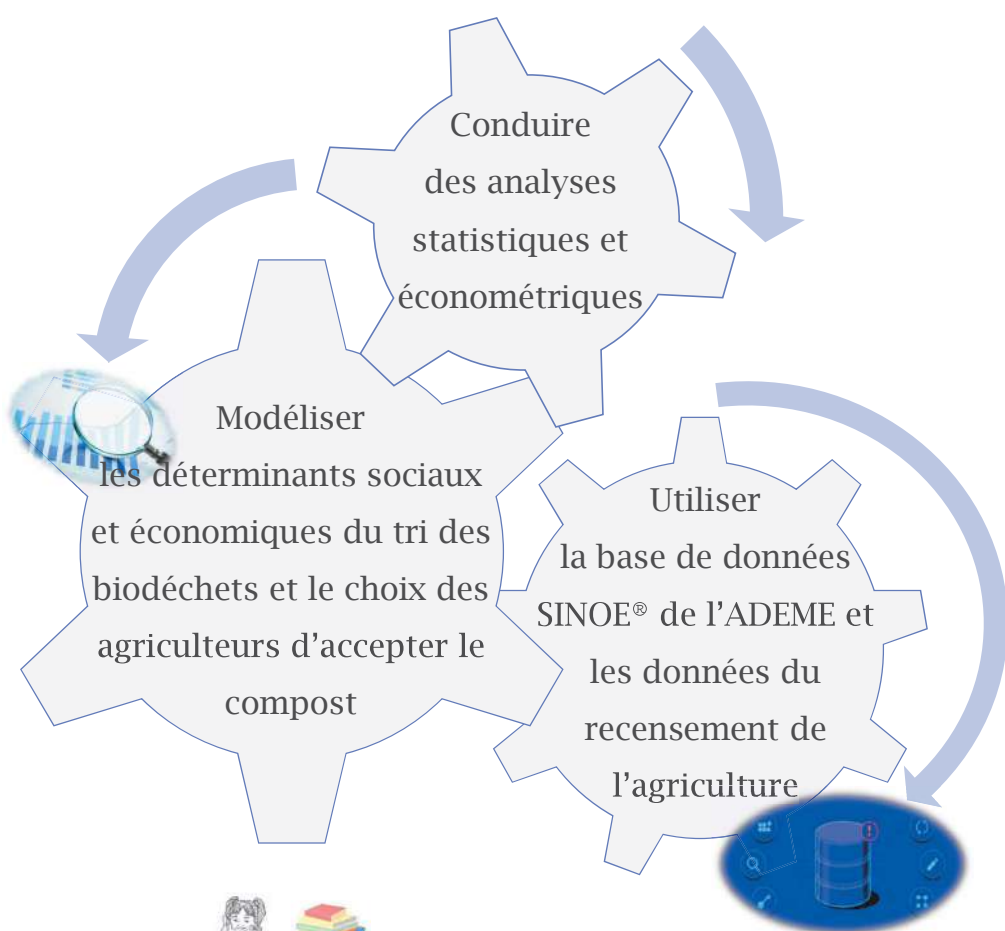
Comprendre les déterminants individuels et territoriaux du tri et du compostage des biodéchets



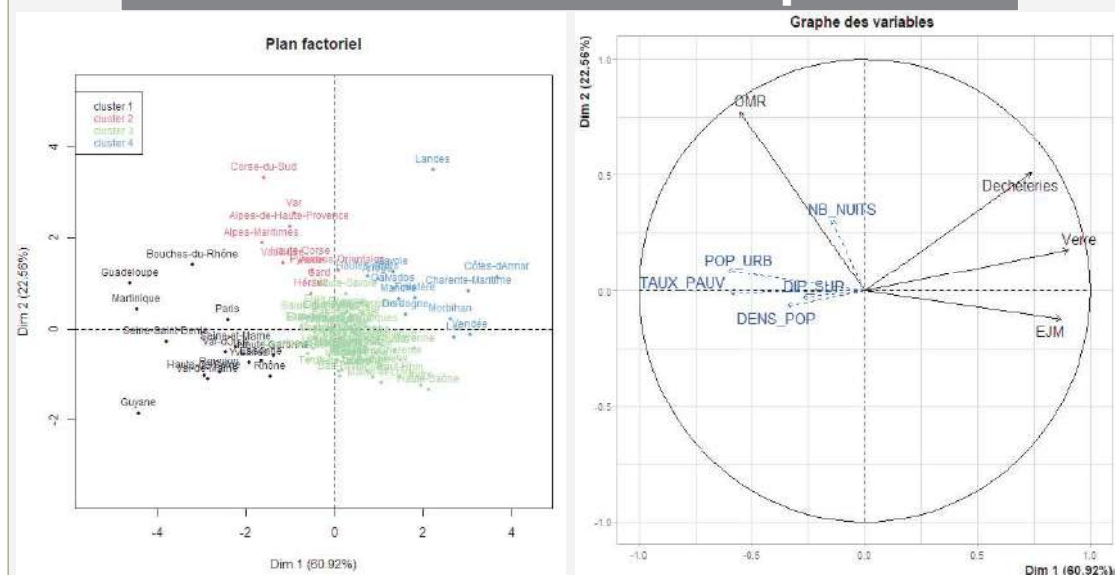
Comprendre les déterminants du choix des agriculteurs d'accepter d'épandre le compost issu des biodéchets



Méthodologie



Premiers résultats et Perspectives



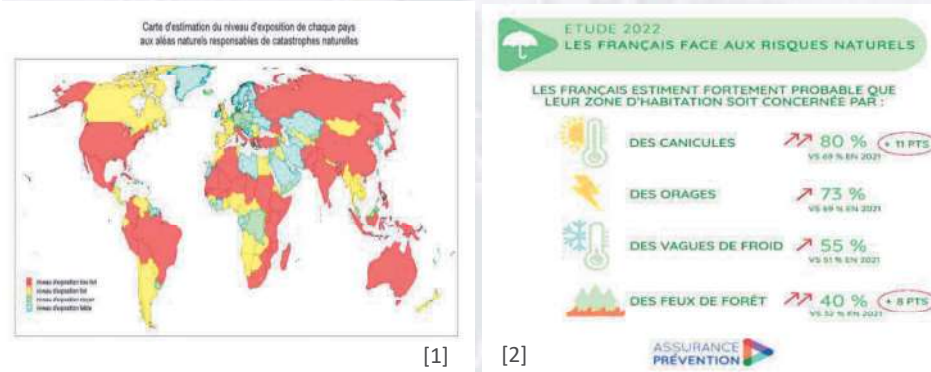
- Plusieurs variables territoriales (densité de population, taux de pauvreté, taux d'urbanisation, part de la population diplômée du supérieur, nombre de nuitées dans les hébergements touristiques) sont en lien avec les performances de collecte des déchets.
- Nous ferons des analyses économétriques à l'échelle des intercommunalités et des ménages pour déterminer les facteurs explicatifs du tri et du compostage des biodéchets, afin d'éclairer les décideurs publics sur les leviers d'action susceptibles de favoriser une gestion plus soutenable des biodéchets.

Références

[1] Tucker P., Speirs D., 2003, "Attitudes and behavioural change in household waste management behaviours", Journal of Environmental Planning and Management, vol. 46, n° 2, p. 289-307.

[2] Lagarenne C., Wiltgen S., 2001, "Déterminants des comportements de tri des ménages", Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale, Ministère de l'environnement, Série Etudes 01-E04.

Introduction



Elargissement des zones à risque naturel + Prolifération des types de risques naturels



Gravité de plus en plus accentuée des catastrophes naturelles

La nécessité de l'intervention du droit par

Des normes substantielles = Des normes procédurales

Objectifs

Théorique

• Contribuer à l'émergence d'une branche de droit spéciale aux catastrophes naturelles à partir de la procéduralisation.

Pratique

• Étudier la capacité du droit à incorporer des problématiques contemporaines comme le changement climatique, les catastrophes naturelles et à en apporter les réponses convenables.

Méthodologie

La méthode inductive

Définition : le « *raisonnement inductif* » est celui qui « *part des phénomènes observés pour en induire, par des hypothèses provisoires, des principes dont on vérifiera ensuite l'exactitude en en déduisant les diverses conséquences* » [3]

Explication : cette méthode consiste à partir de la base vers le sommet. En d'autres termes, elle consiste à partir des détails, des faits, de la réalité vers l'abstraction et les théories.

Concrétisation :

Cette méthode consiste concrètement à :

1. Faire un état des lieux des procédures qui concernent les catastrophes naturelles dans les différents codes.
2. Catégoriser les procédures selon des critères.

La méthode déductive

Définition : le *raisonnement déductif* est un *raisonnement qui consiste à « décrire la substance et d'en révéler les critères distinctifs »* [4]

Explication : cette méthode consiste à partir du sommet vers la base, c'est-à-dire de la théorie vers la pratique et l'application.

Concrétisation :

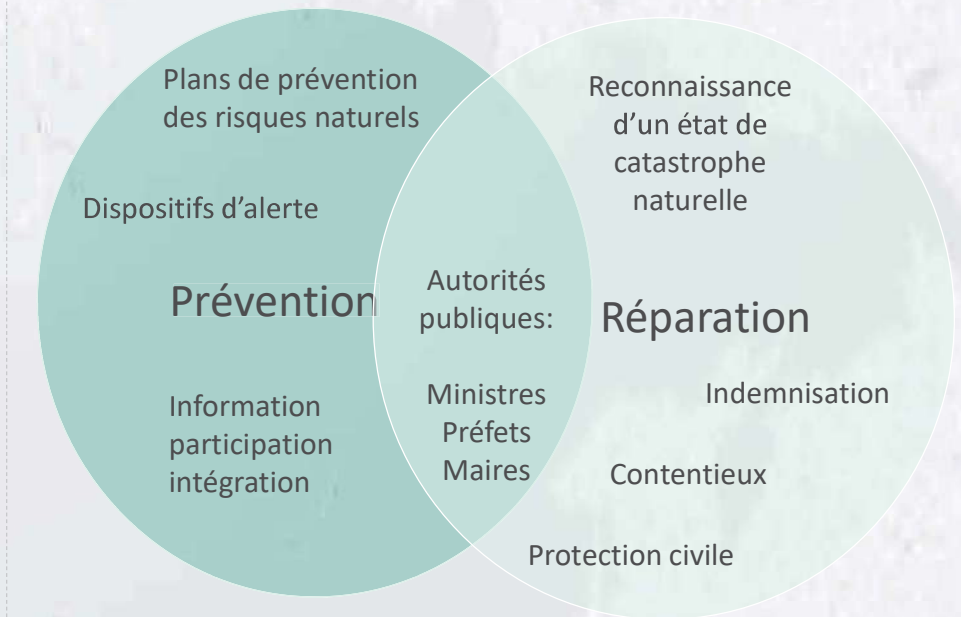
Cette méthode consiste concrètement à :

Donner une définition abstraite de la procéduralisation du droit des catastrophes naturelles : les fondements et l'objet.

Les analyses comparatistes

- S'inspirer de la procéduralisation d'autres branches de droit comme le droit de l'Union Européenne [5].
- S'inspirer des procédures mis en place sur les catastrophes naturelles dans d'autres pays notamment ceux appartenant à une zone à haut risque de catastrophes naturelles.
- Étudier la spécificité de la procéduralisation du droit des catastrophes naturelles à partir de ces comparaisons.

Résultats



Conclusion

Critère matériel

La densité des règles juridiques notamment les procédures relatives aux catastrophes naturelles

Critère personnel

Pluralité des intervenants : intervenants spécifiques et participants

Critère formel

La diversité des formes d'intervention des autorités publiques

La genèse d'une branche de droit spécifique aux catastrophes naturelles ?

Références bibliographiques

- M. MOLINER-DUBOST, *Catastrophes naturelles, calamités publiques : quelle(s) définition(s)?*, Dalloz, *L'actualité juridique. Collectivités territoriales*, 2020 (9), p.388.
I. DINIZ, J-M PONTIER, T. TOURET, *Traité de droit des risques naturels*, Edité par Éditions "Le Moniteur". Paris, 2014.
V. SANSÉVÉRINO-GODFRIN, *Le cadre juridique de la gestion des risques naturels*, Éd. Tec & doc, 2008.

[1] G. ANDRÉ, « Cartographie du risque naturel dans le monde. Etude comparative entre une approche d'ordre social et une approche d'ordre économique de la vulnérabilité », *Cybergeo: European Journal of Geography, Environnement, Nature, Paysage*, document 286, mis en ligne le 16 septembre 2004, consulté le 03 juin 2023. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/2614> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cybergeo.2614>
[2] <https://www.assurance-prevention.fr/nos-etudes/francais-face-les-risques-naturels2022>

[3] J.-L. BERGEL, *Théorie générale du droit*, Dalloz, coll. « Méthodes du droit », 5ème éd., 2012, 399 p., spéc. p. 303

[4] « *part des phénomènes observés pour en induire, par des hypothèses provisoires, des principes dont on vérifiera ensuite l'exactitude en en déduisant les diverses conséquences* », *Idem*.

[5] S. ADALID et F. MICHÉA, *La procéduralisation du droit de l'Union Européenne*, Presses universitaires de Rennes, 2022.

Comment définit-on et reconnaît-on les organisations hybrides ?

Qu'est-ce qu'une organisation hybride

Une définition claire de la notion « hybride » est essentielle.

Les organisations hybrides poursuivent principalement une mission sociale mais dépendent de manière significative des revenus commerciaux pour maintenir leurs opérations. Le modèle hybride intégré produit à la fois de la valeur sociale et des bénéfices commerciaux par le biais d'une stratégie unique et unifiée. *Battiliana, J., Lee, M., Walker, J., & Dorsey, C. (2012)*

Les formes organisationnelles hybrides sont des structures et des pratiques qui permettent la coexistence de valeurs appartenant à deux catégories ou plus. Les formes organisationnelles hybrides s'appuient donc sur au moins deux paradigmes sectoriels, logiques et systèmes de valeurs différents, et sont liées à l'émergence de nouvelles formes institutionnelles qui remettent en question les conceptions traditionnelles de l'organisation économique. *Wilson, F., & Post, J. E. (2013)*

Les organisations hybrides se caractérisent par une identité organisationnelle qui intègre systématiquement société civile et marchés, en échangeant une solidarité communale avec des ressources financières et non-financières. En d'autres termes, elles « créent une solidarité fonctionnelle ». *Jäger, U. P., (2014).*

La formation de l'identité organisationnelle est un défi majeur

En raison de la double mission poursuivie par les organisations hybrides, la formation de l'identité est un processus complexe. Sur la base des données d'une entreprise sociale - Fairphone, fondée à Amsterdam - et d'un modèle théorique empirique, le processus général de formation de l'identité organisationnelle est révélé.

Les fondateurs, les dirigeants et les membres ont expérimenté différents rôles organisationnels pour décrire "qui ils sont", et d'autres stratégies d'impact social pour définir "ce qu'ils font".

Dans le cadre de ce processus expérimental, "Rekeying" implique que les dirigeants recadrent les compréhensions antérieures en interprétations plus duales. Cela a pour effet de faciliter l'adaptation et aide les membres de l'organisation à mieux intégrer progressivement des objectifs et des valeurs dans le cadre d'une identité hybride.

Gérer les logiques contradictoires

En s'appuyant sur une étude de cas comparative inductive de quatre entreprises sociales d'insertion intégrées dans des logiques de bien-être social et des logiques économiques, les chercheurs ont constaté que ces organisations n'ont pas adopté une stratégie de découplage ou de compromis, mais ont plutôt intégré de manière sélective les éléments prescrits par chaque logique dans leur intégralité. Cette stratégie leur a permis de projeter leur légitimité auprès des parties prenantes externes sans avoir à s'engager dans une déception ou une négociation coûteuse.

Un modèle hybride particulier a également été identifié, appelé "cheval de Troie". Dans le domaine de l'intégration professionnelle avec moins de légitimité en raison de leur logique commerciale intégrée ont stratégiquement incorporé des éléments d'une logique de bien-être social pour tenter de gagner en légitimité et en acceptation. Il est surprenant de constater qu'elles ont eu plus de chances d'y parvenir que des organisations comparables issues d'une logique de welfare social.

Ces résultats suggèrent que lorsque la légitimité fait défaut dans un domaine particulier, les hybrides peuvent manipuler les modèles fournis par les multiples logiques dans lesquelles ils opèrent pour tenter de se faire accepter.

Définition

Logique institutionnelle

Stratégie

Innovation sociale

Législation

L'évolution du management stratégique

L'utilisation des perspectives de la recherche en stratégie peut nous aider à comprendre les orientations et les positions stratégiques que les hybrides choisissent (ou négligent). La nature de l'organisation hybride implique des conditions spécifiques, voire un réexamen des prémisses clés des optiques théoriques.

Les défis stratégiques auxquels la plupart des organisations hybrides sont confrontées dans leur environnement opérationnel actuel reflètent également l'évolution de la pensée en matière de management stratégique, qui consiste à ajouter des attributs liés aux parties prenantes aux différents cadres de recherche. Cette évolution assouplit les conditions strictes traditionnelles de maximisation du profit, de rationalité et de transparence, ce qui permet à des concepts plus intégrés tels que la coévolution et la théorie des réseaux de gagner en importance.

Bien que de nombreuses recherches aient été menées sur les stratégies des organisations hybrides dans différents domaines, comme les autorités portuaires au Pakistan, les microfinances en Bolivie, etc, il manque encore une base analytique solide pour soutenir l'importance de du management stratégique des organisations hybrides.

Business model et socio-économie

La Grameen Bank, fondée par Muhammad Yunus, lauréat du prix Nobel de la paix, est un excellent exemple d'entreprise sociale. Elle a répondu aux besoins financiers des pauvres grâce à un business model innovant qui leur fournit des microcrédits et d'autres services financiers.

En établissant des agences de proximité et des banques villageoises dans les régions défavorisées, Grameen Bank offre des services financiers aux personnes en situation de pauvreté. Ce modèle opérationnel ancré dans la communauté permet à ces personnes d'accéder plus facilement aux services financiers, sans avoir à parcourir de longues distances jusqu'en ville pour obtenir un prêt. En fournissant des services financiers et des opportunités entrepreneuriales, Grameen Bank a permis aux personnes en situation de pauvreté d'atteindre l'indépendance économique et l'autosuffisance. Cela a non seulement amélioré leurs moyens de subsistance, mais aussi créé de meilleures perspectives d'avenir pour eux.

Son modèle innovant et son impact socio-économique témoignent du rôle important que jouent les organisations hybrides pour répondre aux besoins du marché et stimuler le développement économique.

CHU Anhua
Co-directeurs de thèse : Richard SOPARNOT, Aude DUCROQUET
Doctorante 1^{ère} année
Sciences de Gestion
CleRMa



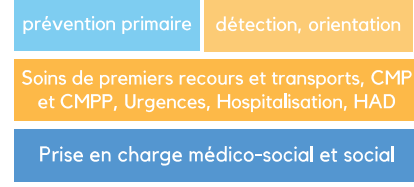
1. QU'EST CE QU'UN PARCOURS DE SANTÉ ?

Une prise en charge :

- Centrée sur le patient
- Globale - pas seulement une juxtaposition d'actes
- Coordinée

(Aubert et al., 2022 ; Bloch et Henaut, 2014 ; Cargnello-Charles et Franchistéguy Couloume, 2019 ; Guirimand et Mazereau et al., 2018 ; Jay, 2004 ; Marty-Mauris, 2021, p. 26 ; Sebai et Yatim, 2018)

qui prend en compte :



(ARS Languedoc Roussillon, 2014)



Notre proposition

Mettre en perspective 2 visions complémentaires

Parcours vécus par un individu
Trajectoires vécues et résultats des interactions entre le patient et les différents acteurs de santé rencontrés (Martin et al., 2017; Rochette et al., 2020).



Parcours prescrits

Construit par des organisations de santé à une échelle territoriale (Aubert, 2021).
• C'est ce qu'Etienne Minvielle qualifie de gestion de la singularité à grande échelle (2018).



3. UNE ANALYSE À PARTIR DU CONCEPT DE DISPOSITIF DE GESTION

Les parcours de santé sont des dispositifs de gestion !



Etude compréhensive qui doit rendre compte des interactions entre :

- acteurs (professionnels et patients)
- professionnels et outils/instruments de gestion

(David et al., 2012; Hatchuel et Weil, 1992; Hatchuel et al., 2002; Brangier et al., 2010; Vaujany et al., 2016; Vaujany et Mitev, 2015)

En mobilisant la grille d'analyse des travaux d'Hatchuel et Weill (1992)



que nous souhaitons enrichir avec les travaux de Gilbert et Raulet- Croset (2021, 2022) - en cours

MISE EN PLACE DE DISPOSITIFS DE GESTION : l'étude de 2 parcours de santé

Références bibliographiques :

- Aubert, Isabelle. « Mutations du système de santé et logique de parcours : enjeux de complexité, de coordination et d'action publique ». Thèse de doctorat, Université Paris sciences et lettres, 2021.
- Aubert, Isabelle, Frédéric Kletz, et Jean-Claude Sardas. « L'intégration des enjeux de la logique de parcours dans les politiques publiques en santé : une lecture au prisme des régimes de gouvernabilité ». Gestion et management public 10/ 3
- Bloch, Marie-Aline, et Léonie Hénaux. Coordination et parcours. Dunod, 2014.
- Brangier, E., S. Hammes-Adèle, et J.-M. C. Bastien. « Analyse critique des approches de l'acceptation des technologies : de l'utilisabilité à la symbiose humain-technologie-organisation ». European Review of Applied Psychology 60, n° 2 (1 avril 2010)
- Cargnello-Charles, Emmanuelle, et Isabelle Franchistéguy-Couloume. « Le parcours de soins, un levier vers une intégration des soins? » Gestion 2000 36, n° 3 (2019)
- David, Albert, Armand Hatchuel, et Romain Laufer. Les nouvelles fondations des sciences de gestion: éléments d'épistémologie de la recherche en management. Presses des MINES, 2012.
- Gilbert, P., M.-E. Laporte, et N. Raulet-Croset. « Le "dispositif de gestion": un cadre méthodologique pour l'analyse psychosociale du "Patient-centered care" dans un hôpital parisien ». Psychologie du Travail et des Organisations, 7 octobre 2022.
- Gilbert, Patrick, et Nathalie Raulet-Croset. Lire le management autrement. Editions EMS, 2021.
- Guirimand, Nicolas, et Philippe Mazereau. « Le triangle de la coordination des parcours des personnes en situation de handicap. Modélisation de l'activité et des interactions entre familles, institutions et professionnels des secteurs sanitaire, éducatif et médico-social ». In Les nouveaux enjeux du secteur social et médico-social, 46-75. Inclusion et coordination. Nîmes: Champ social, 2018.
- Hatchuel, Armand, Pascal Le Masson, et Benoît Weill. « De la gestion des connaissances aux organisations orientées conception ». Revue internationale des sciences sociales 171, n° 1 (2002)
- Jay, Nicolas. « Analyse de la trajectoire de soins en oncologie: fouille de données et extraction des connaissances à partir du PMSI », 2004.
- Martin, Anais, Maeva Jégo-Sablier, Johanne Prudhomme, et Laurence Champsaur. « Parcours de santé des enfants confiés à l'Aide Sociale à l'Enfance des Bouches-du-Rhône ». Santé Publique 29, n° 5 (2017)
- Marty-Mauris, Amélie. « Le plan personnalisé de coordination en santé, un outil d'aide à la coordination des situations complexes en soins primaires: connaissance, adaptation au besoin et à la pratique des médecins généralistes de Savoie: enquête de pratiques professionnelles ». Université Grenoble Alpes, UFR de Médecine de Grenoble, 2021.
- Minvielle, Etienne. Le patient et le système: en quête d'une organisation sur-mesure, approches innovantes du parcours de santé. Paris: Sob Arlan, 2018.
- Sebai, Imane. « Une analyse théorique de la coordination dans le domaine des soins : application aux systèmes de soins coordonnés ». Santé Publique 28, n° 2 (2016)
- Vaujany, François-Xavier de, Anthony Hussonot, et Jean-François Chanlat. « Théories Des Organisations: Nouveaux Tourments ». Post-Print, Post-Print, 2016.
- Vaujany, François-Xavier de, et Nathalie Mitev. « Introduction au tournant matériel en théories des organisations », 2015.
- Weill, Benoît, et Armand Hatchuel. « L'expert et le système ». Revue Française de Gestion Industrielle 11, n° 2 (1 juin 1992)

2. LES PARCOURS DE SANTÉ ÉTUDIÉS

Des parcours de santé prescrits sur 2 territoires :

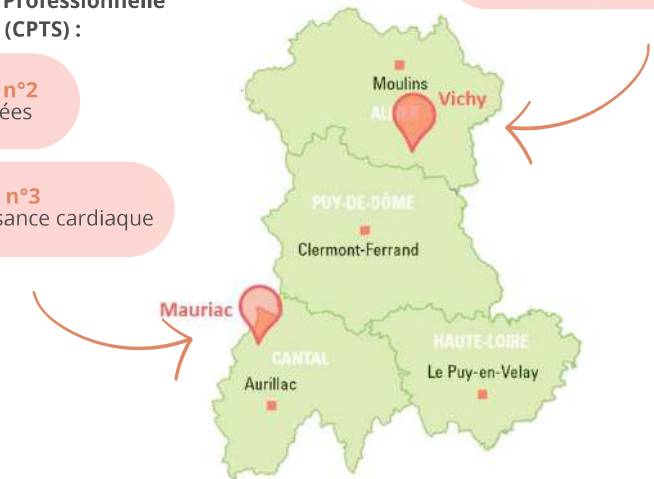
porté par un Contrat Local de Santé (CLS)

Parcours de santé n°1 des personnes âgées

portés par une Communauté Professionnelle Territoriale de Santé (CPTS) :

Parcours de santé n°2 des personnes âgées

Parcours de santé n°3 des patients atteints d'insuffisance cardiaque



Les parcours de santé prescrits réunissent de nombreuses parties prenantes...

- Professionnels libéraux
- Les acteurs publics
- Etablissements de santé
- Organisations associatives

... et peuvent être portés par des organisations territoriales différentes telles que :

	CPTS	CLS
Les porteurs	acteurs de santé du bassin de santé	acteurs politiques + acteurs de santé
Les missions	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux soins • Parcours • Actions de prévention • Réponse à la crise sanitaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Accès aux soins et attractivité • Santé des habitants • Accompagnement des publics spécifiques
Les financements	Assurance Maladie + ARS	ARS + collectivités territoriales
Les territoires	sur un ou plusieurs bassin de santé	sur une ou plusieurs communautés de communes

Source : Auteur inspiré du Colloque AvecSanté (2023)

4. RÉSULTATS ATTENDUS

Recommandations managériales à destination :

- des structures porteuses des parcours de santé,
- des institutions engagés (ARS, assurance maladie, ...).



Proposition de matérialisation des dispositifs avec la mise en place d'outils et d'instruments de gestion spécifiques tels que :

- des modèles de courriers types pour les médecins,
- des référentiels pour évaluer des niveaux de prises en charge (auditif, nutrition...),
- guidelines pour organiser la prise en charge sur le territoire,
- etc.



Side effects of subnational gender budgeting on public efficiency: Evidence from Indian States

CAMARA Cheick

CERDI-CNRS-IRD

Abstract

Gender budgeting (GB) which wants to help governments (national and subnational ones) to promote equality through the budget process can also affects the use of public money by its transparency. India, by being a federal country which strong responsibilities for States is an interesting case study for the relationship between gender budgeting and public spending quality. This paper examines the link between GB adoption by Indian states and their health public spending efficiency. This paper contributes to the literature by focusing on the effect on efficiency beyond of effectiveness. The assessment used DiD with multiple treatment timing, on a panel of 30 Indian states over the period 1997-2020. Our results suggest that Indian states which adopt gender budgeting are more efficient than the others.

Gender Budgeting principles

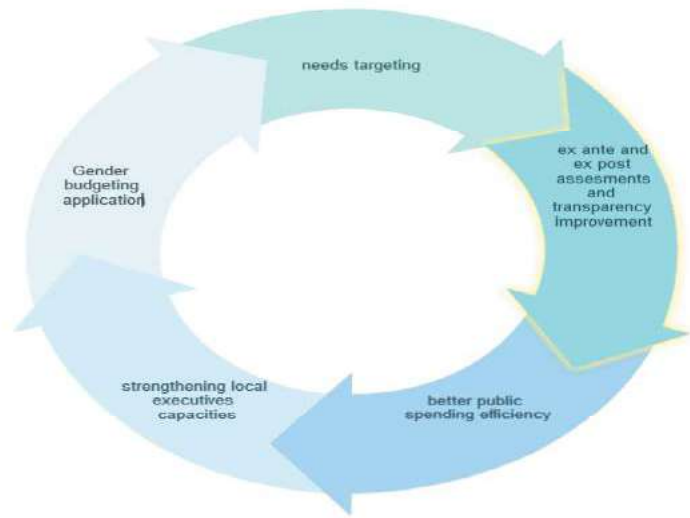


Figure 1. GB cycle

Gender Budgeting evolution

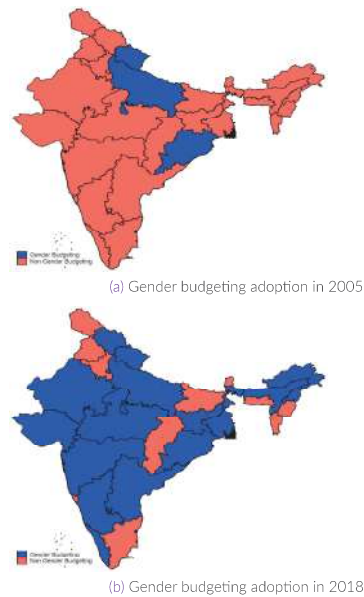


Figure 2. GB adoption through the time

Evolution of efficiency score

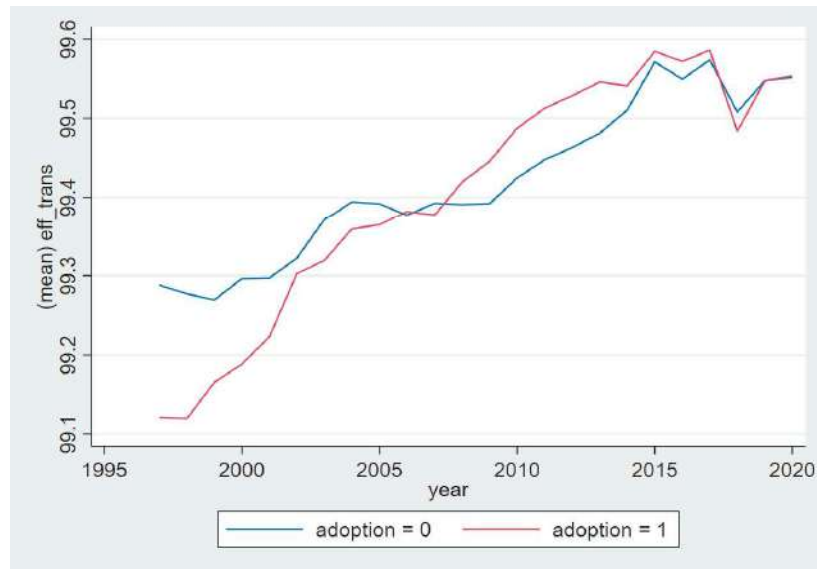


Figure 3. Trend assumption

Baseline results

$$Y_{it} = \alpha + \beta^W D_{it}^W + \rho X_{it} + \theta_i + \gamma_t + \epsilon_{it} \quad (1)$$

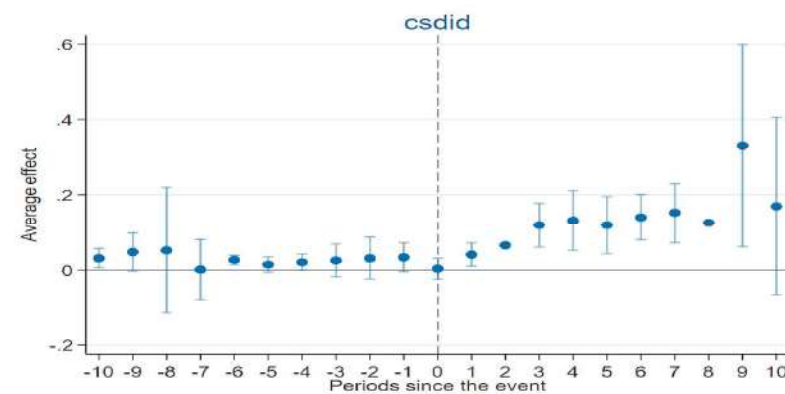
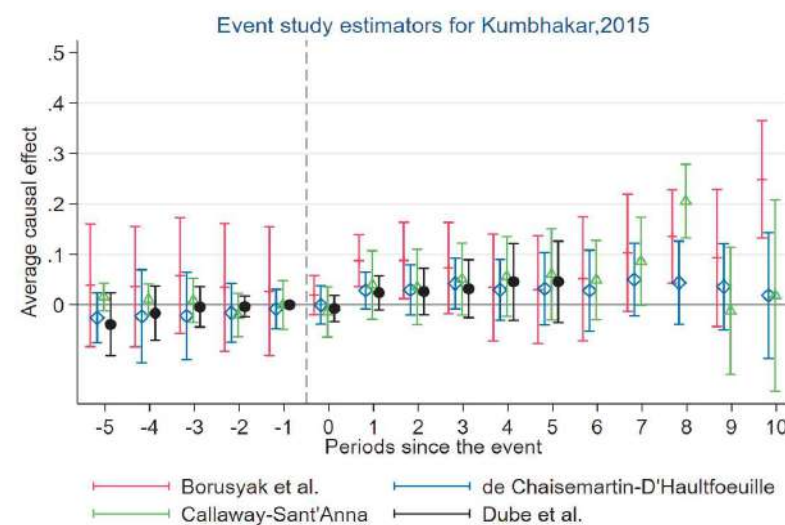


Figure 4. Event study

Alternative DiD estimators



Results for Battese and Coelli, 1995

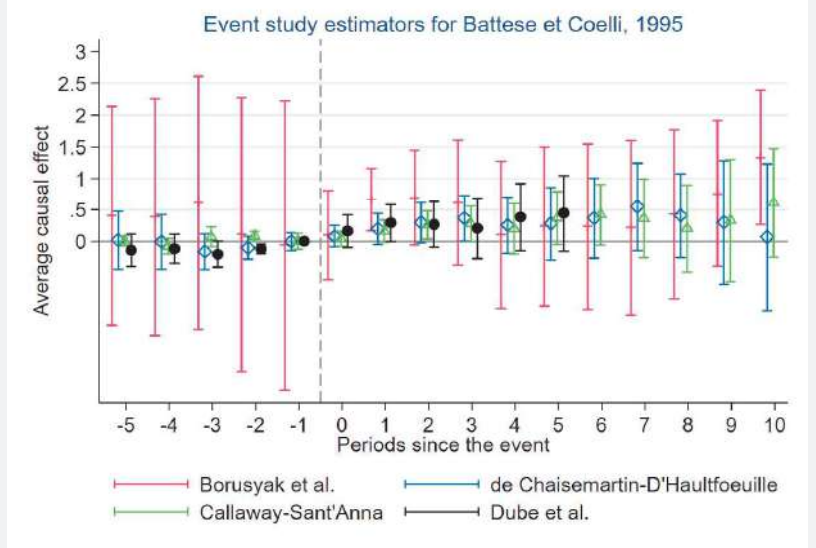


Figure 6. Alternative Diff in Diff Results for Battese and Coelli 1995

Entropy balancing as robustness check

Table 1. Results of entropy balancing

VARIABLES	(1) efficiency	(2) t+1	(3) t+2	(4) t+3	(5) t+4
gender_budgeting	0.031** (0.014)	0.061*** (0.015)	0.053*** (0.015)	0.078*** (0.017)	0.086*** (0.018)
Observations	478	456	434	410	387
R-squared	0.634	0.604	0.586	0.514	0.521

Standard errors in parentheses
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Table 2. Results of entropy balancing for battese

VARIABLES	(1) efficiency	(2) t+1	(3) t+2	(4) t+3	(5) t+4
gender_budgeting	0.363*** (0.103)	0.475*** (0.106)	0.479*** (0.108)	0.588*** (0.115)	0.570*** (0.127)
Observations	478	456	434	410	387
R-squared	0.866	0.864	0.857	0.840	0.827

Standard errors in parentheses
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Transmission channel

Table 3. Transmission channel

	credibility index
Before adoption	0.13***
After adoption	0.10***
Non Gender Budgeting	0.12***

Table 4. Simultaneous equations

VARIABLES	(1) eff_trans	(2) bias index
bias index	-1.048*** (0.359)	
gender_budgeting		-0.017** (0.008)
Observations	345	345
R-squared	0.470	0.546

Standard errors in parentheses
*** p<0.01, ** p<0.05, * p<0.1

Stratégies de survie et non-recours aux soins de santé

Sciences de gestion et anthropologie



Clara Sicard
 Doctorante 2e année - Sciences de gestion
 Sous la direction
 du Pr Corinne Rochette et du Pr Philippe Liotard
 clara.sicard@uca.fr



Contexte

Au lendemain de la crise COVID et malgré une attention plus accrue portée à l'accès aux soins depuis la création de l'organisation mondiale de la santé en 1946 et des réformes successives du système de santé, de nombreuses personnes ne recourent pas aux soins alors qu'elles en ont besoin.

Objectif

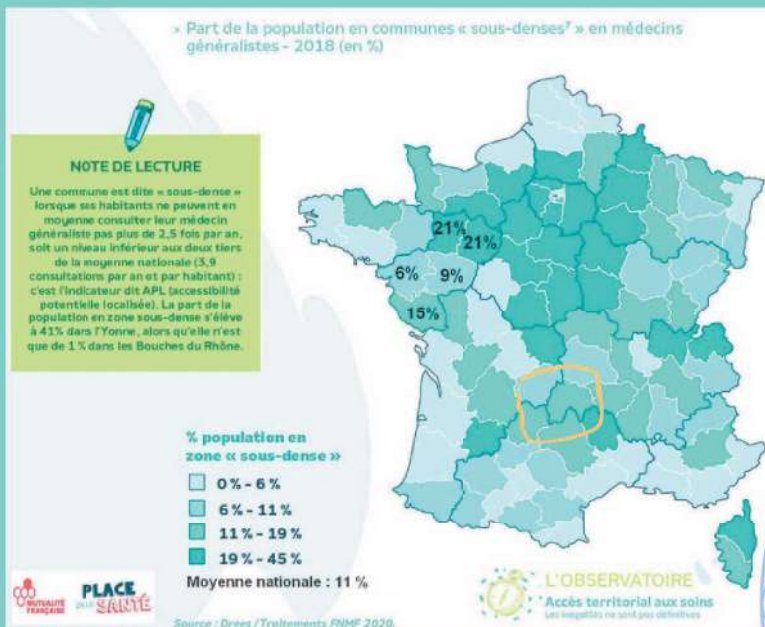
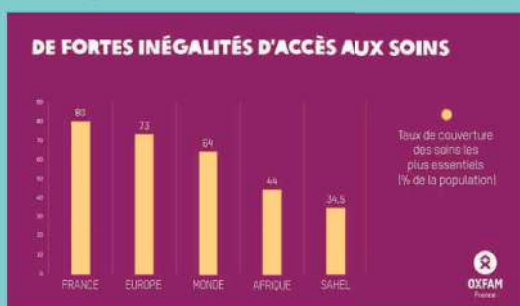
Enrichir les approches en Sciences de gestion en mobilisant l'anthropologie nous permet d'explorer la question de la santé, de ses usages et de ses représentations pour différents publics dans différentes situations, mais aussi les stratégies utilisées pour palier le non-recours aux soins afin d'envisager des leviers d'action pour en améliorer l'accès.



Cadres conceptuels

- Représentations sociales (Moscovici, Abric, 1961 ; Durkheim (1898))
- Conservation des ressources (Hobfoll, 1984 ; Lazarus et Folkman, 1984)
- Innovations sociales (en santé) (DiMaggio & Powell, 1983 ; Neil Fligstein et Doug McAdam (2012) ; Galand, Charles, Édith Salès-Wuillemin (2009))

Mots clés : Non-recours, Inégalités sociales de santé, survie, hyper-ruralité, migration, précarité, stratégies, démocratie sanitaire



Terrains et population

- Approche multi-acteurs :**
- Usagers et non-usagers
 - Professionnels de santé
 - Professionnels du social
 - Acteurs politiques

- 2 cas territoriaux contrastés :**
- Aurillac en France
 - Oujda au Maroc



Méthodologie : Epistémologie constructiviste (PECGL)

- Enquête qualitative (Entretiens semi-directifs)
- Observation participante
- Focus groupes
- Photo-élicitation)

Conclusion

Enfin, cette proposition vise à comprendre comment ces stratégies, développées en dehors du système de soins, pourraient permettre d'en améliorer l'accès, dans une logique de partage et d'inclusivité entre usagers, non-usagers, experts et professionnels.



Références :

-Abèles, M. (2008). La passion de survivre, nouveau ressort du politique. *Anthropologie et Sociétés*, 32(3), 139-153.

-Akrich, M. & Rabeharisoa, V. (2012). L'expertise profane dans les associations de patients, un outil de démocratie sanitaire. *Santé Publique*, 24, 69-74.

-Isabelle Aubert. Mutations du système de santé et logique de parcours : enjeux de complexité, de coordination et d'action publique. *Gestion et management*. Université Paris sciences et lettres, 2021.

-Auge, Marc 1982. - "L'anthropologie de la maladie". - *L'Homme : revue française d'anthropologie (Paris)* 97-98, p. 77-88

-Chanlat, J. (2007). Chapitre 3. Les dimensions oubliées de l'agir stratégique en situation : un regard anthropologique. Dans : Xavier Deroy éd., *Formes de l'agir stratégique* (pp. 101-150). Louvain-la-Neuve : De Boeck Supérieur.

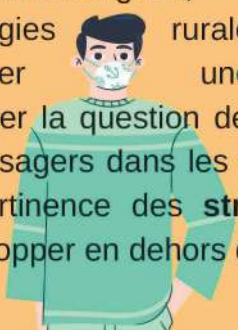
-Laplantine, F. (2003). 13. Anthropologie des systèmes de représentations de la maladie : de quelques recherches menées dans la France contemporaine réexaminées à la lumière d'une expérience brésilienne. Dans : Denise Jodelet éd., *Les représentations sociales* pp. 295-318

-Milhan Chaze, Eric Langlois, Laurent Meriade, Corinne Rochette, « Intérêts et limites d'une approche cartographique pour le management des parcours de soins en santé : L'exemple de l'Auvergne », *revue d'économie régionale et urbaine* (3/2021), pp. 397-420, Armand Colin.

-Grenier, C., & Denis, J. L. (2017). S'organiser pour innover : espaces d'innovation et transformation des organisations et du champ de l'intervention publique. *Politiques et management public*, 34(3-4), 191-206.

Résultats attendus

- Proposer avec les acteurs mobilisés, un dispositif innovant en s'appuyant sur des stratégies de santé des personnes en non-recours aux soins subis.
- Améliorer l'accès à la santé en confrontant des représentations (soignants/soignés, médecine conventionnelle/traditionnelle, stratégies rurales/urbaines).
- Utiliser une démarche de **démocratie sanitaire**, pour aborder la question des droits individuels et collectifs et la place des usagers dans les décisions relatives à leur santé, mais aussi la pertinence des **stratégies et connaissances** qu'ils ont pu développer en dehors du système de soin.



L'ÉVALUATION DE L'UTILITÉ SOCIALE TERRITORIALE

Comment intégrer le territoire dans les évaluations et identifier ce qu'on produit comme effet ?

Présentation

Acteur historique de l'éducation populaire œuvrant sur les champs suivant :



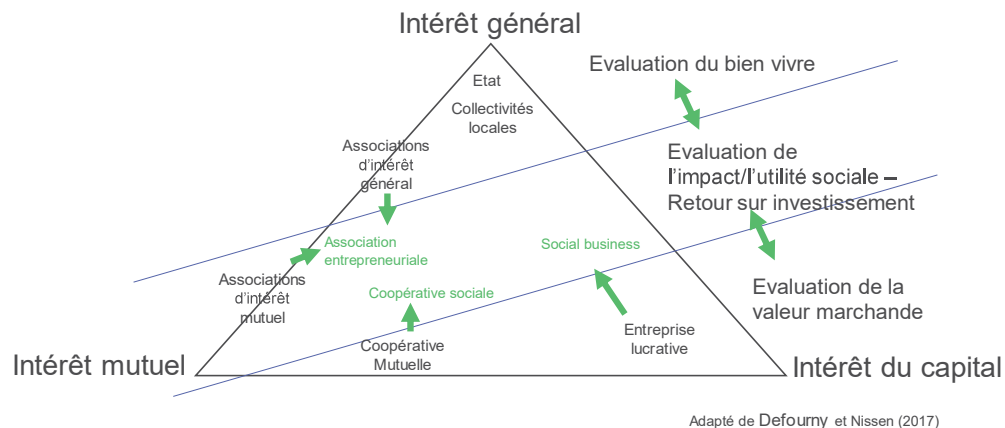
- Petite enfance
- Animation
- Formation
- Sport
- Défense des consommateurs
- Thèse Cifre en cours sur l'évaluation de l'utilité sociale territoriale (janv. 2021-2024).

D'autres structures intéressées par ces questions d'évaluation de l'utilité sociale territoriale :



Utilité sociale, impact social, une question qui interroge tous les acteurs

Question commune : Comment prendre en compte de la valeur (au sens large) créée par notre activité sur la société ?



Quelques exemples d'autres termes mobilisés :

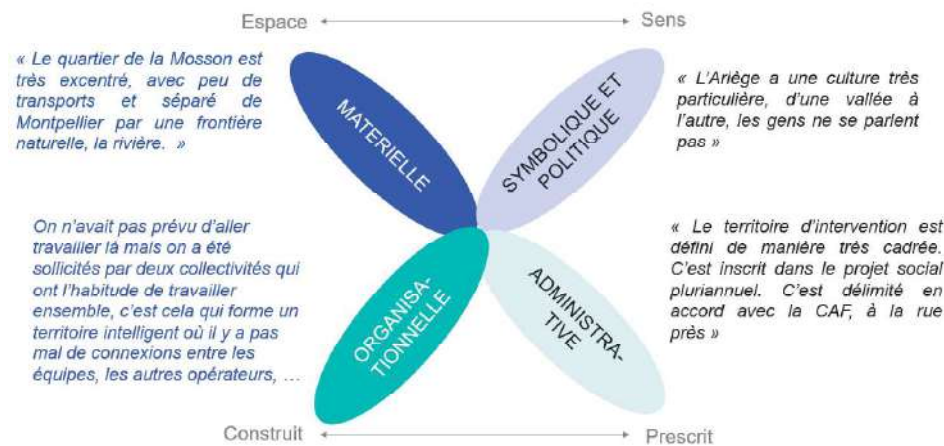
- Empreinte sociale
- Création de valeur sociale
- Etude des effets

« C'est quoi le territoire ? » Une question essentielle pour le périmètre d'une évaluation

Méthodologie : revue de littérature + 20 entretiens semi directifs avec des salarié.e.s, bénévoles de la Fédération Léo Lagrange et avec des acteurs.rices de l'ESS inscrit.e.s dans des dynamiques territoriales.

MOSA : une grille d'analyse de la compréhension du territoire.

- Eléments constitutifs du paysage
- Climat
- Ressources natures
- Infrastructures
- Activités économiques
- Degré d'inscription dans des réseaux formels et informels
- Inscription dans des chaînes de valeur
- Référence aux autres organisations



- Histoire
- Patrimoine
- Relation affective au territoire
- Appropriation par des groupes sociaux
- Identité de territoire
- ...
- Délimitation de la politique de la ville ou liée à une politique publique
- Référence aux projets de territoire
- ...

Décliner l'évaluation territoriale à plusieurs niveaux et les articuler

Méthodologie : revue de littérature + terrains en cours à Nantes (Analyses monographiques, entretiens, démarches participatives).

Une valeur à l'intersection des échelles géographiques



Matérialiser les interdépendances



Clermont Recherche Management



GRENOBLE ECOLE DE MANAGEMENT
CHAIRE TERRITOIRES EN TRANSITION



Emmanuelle PERRONE
Doctorante 3ème année
Sciences de Gestion
Dir. pascal Lièvre, CLERMA
Thèse CIFRE

Dispositif d'appui au pilotage d'une situation de gestion d'exploration : le cas de la transition écologique au Département du Puy-de-Dôme



Un mandat confié à une équipe composée pour la Transition écologique

"Un pilotage hors norme d'un projet hors norme parce que « les recettes d'avant ne fonctionnaient pas » SD, Dir. Gén. Adj. 12/01/20

Un dispositif de pilotage en situation de gestion d'exploration

« Le Département est un acteur engagé de longue date, et je souhaite que l'ensemble de nos politiques concourent à cette transition écologique, c'est pourquoi nous travaillons actuellement sur le projet « Puy-de-Dôme 2030 » avec 3 axes de progrès : un département exemplaire, un territoire en mouvement (accompagner les collectivités et les entreprises), des citoyens engagés et impliqués (...). Si nous parvenons à définir des objectifs communs, à travailler ensemble, à mutualiser et à redéfinir nos priorités, nous pouvons faire nôtre le défi de la transition énergétique et écologique. Face à la question de la résilience de notre société, nous avons un rôle majeur à jouer »
Conférence Il est temps d'agir !
18 octobre 2019

Contexte

La transition écologique comme source d'incertitude radicale et de complexité, des crises systémiques (économiques, sociales, environnementales)
Lascoumes, 2012

Les politiques publiques visant à réaliser la transition écologique doivent "privilégier une stratégie d'exploration par rapport à la stratégie actuelle d'exploitation"
Ancori, 2017

"Etant donné le niveau d'incertitude dans lequel ce contexte (écologique, nda) nous plonge [...] et le changement paradigmatique qu'il nous faut avoir, il est certain que ces projets seront exploratoires, par nature" Lenfle, 2019

Une logique d'expansion de connaissance par la recherche finalisée, et participation des acteurs (Ancori, 2017)

Méthodo Epistémo

Recherche Ingénierie ancrée (David, 2002)

- Théorie ancrée (Glaser et Strauss, 1967)
- Pour et avec les acteurs
- Cadre théorique minimal
- Epistémologie constructiviste pragmatique (Avenier, 2011)

Cadre théorique minimal

1 Les situations de gestion (Girin, 1990)
Une situation de gestion se présente lorsque des participants sont réunis et doivent accomplir dans un temps déterminé une action collective conduisant à un jugement externe

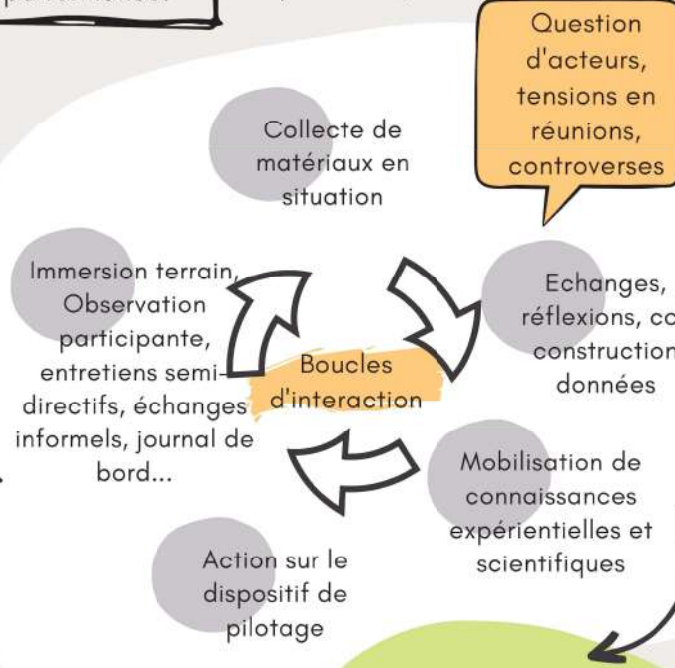
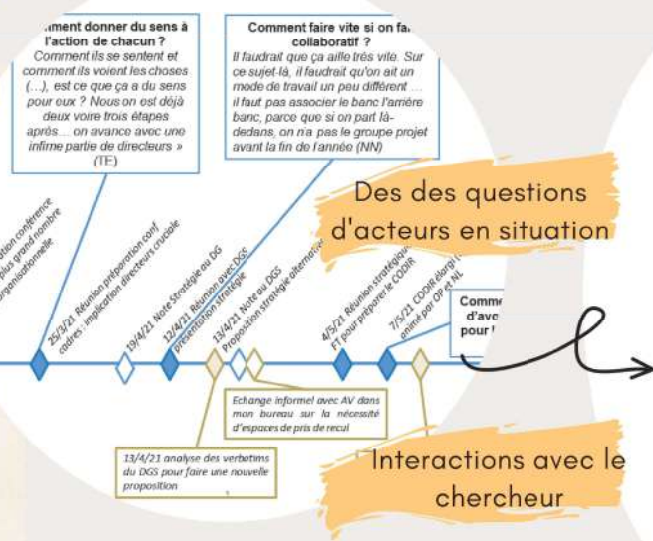
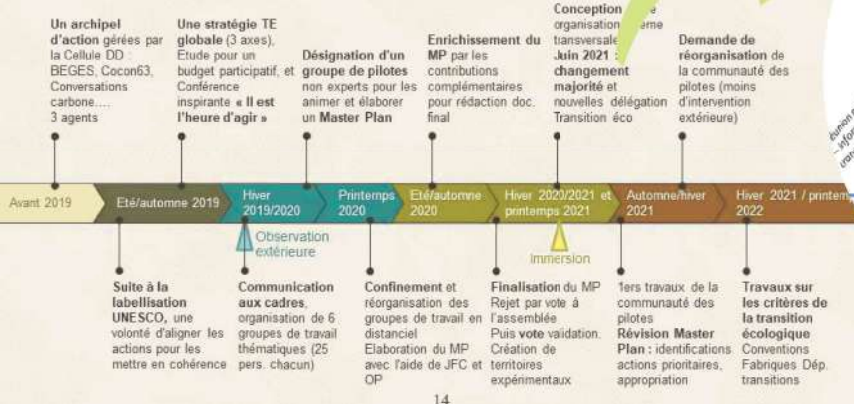
2 Les situations de gestion d'exploration (Lièvre, 2016n 2019)
Action collective qui prend la forme d'un projet intensif en connaissances, dans un contexte d'évolutivité, d'incertitude et de risque. C'est une coordination d'apprentissage qui mobilise construction du sens, expansion des connaissances et double ambidextrie organisationnelle

3 Agencements organisationnels (Girin, 1995)
Le mandataire est un hybride composé de ressources humaines matérielles et symboliques. La qualité de la relation entre les éléments de l'agencement détermine sa performance.

Posture réflexive en appui au pilotage de la situation d'exploration : comment garantir la coordination d'apprentissage en exploration ?

Description du terrain

Déroulement de l'action collective



Références

Ancori, B. (2017). Politiques de la recherche environnementale et complexité du social
 Avenier, M. J. (2011). Les paradigmes épistémologiques constructivistes: post-modernisme ou pragmatisme?. Management Avenir, (3), 372-391.
 David, A. (2002, May). Intervention methodologies in management research. In EURAM Conference, Stockholm (pp. 9-11).
 Girin, J. (1990). L'analyse empirique des situations de gestion : éléments de théorie et de méthode, dans A.-C. Martinet (dir), Epistémologies et sciences de gestion, Paris, Economica, p. 142-182
 Girin, J. (1995) Les agencements organisationnels, dans F. Charue-Duboc (Dir.), Des savoirs en action. Contributions de la recherche en gestion. Paris, L'Harmattan, p. 233-279
 Glaser, B. G., & Strauss, A. L. (2017). Discovery of grounded theory: Strategies for qualitative research. Routledge.
 Lascoumes, P. (2012). Action publique et environnement, PUF, coll.
 Lièvre, P. (2016). État et développement d'un programme de recherche : Management des situations extrêmes. Revue française de gestion, 257(4), 79-94.
 Lièvre, P., Aubry, M., & Gareil, G. (2019). Management des situations extrêmes : Des expéditions polaires aux organisations orientées exploration Colloque de Cerisy. ISTE Group.
 Lenfle, S., Midler, C., & Hällgren, M. (2019). Exploratory projects: From strangeness to theory. Project management journal, 50(5), 519-523.

Analyse des données

Qualifier et catégoriser les formes d'interaction par une description fine

- Que font ces boucles dans le dispositif d'appui ? quelles sont leurs caractéristiques ?
- Comment ces boucles viennent en appui à la coordination d'apprentissage sur les registres de la construction du sens, de l'expansion des connaissances ou de la double ambidextrie organisationnelle ?
- Quels dispositifs d'appui pour la gestion de situations d'exploration ?

Des productions pour les acteurs sur...

- Dilemme exploration / exploitation
- Les stratégies narratives dans les organisations
- Les communautés de pratiques et d'innovation

QUELLE(S) DÉFINITION(S) POUR LES BRANCHES PROFESSIONNELLES?

Définition Objective:
Que sont les branches professionnelles?

Les branches structurées

Une définition organique

Les branches sont structurées organiquement par l'ensemble des acteurs qui la composent. Cette définition organique des branches peut avoir 2 lectures :

- **une définition organique restreinte** : Naturellement et pour répondre à un besoin professionnel commun les branches professionnelles sont structurées très tôt autour de représentants (syndicaux et patronaux). Ces acteurs sont alors devenus « *les maîtres du jeu des définitions des périmètres conventionnels de branches* » et la cartographie des branches professionnelles se construit autour du mécanisme de représentativité.
- **une définition organique étendue** : Au-delà des partenaires sociaux, les branches professionnelles sont structurées par des organismes paritaires qui sont tantôt inhérents à la branche (CPPNI et CPNE), tantôt externes à la branche (le Haut Conseil au Dialogue Social, les OPCO ...).

Les branches professionnelles ont été élevées au rang de véritables institutions. Elles sont historiquement définies par :

- les négociateurs de branches mais dont la reconnaissance a été quelque peu « instrumentalisée » par des arrêtés de représentativité « *reconnitifs* » (F. BERGERON)
- Une mille-feuille paritaire qui perd de sa lisibilité et rend la « *définition organicienne* » délicate, ou à tout le moins insuffisante à définir les branches professionnelles.

Les branches sont également structurées par leur champ conventionnel et les accords conclus en son sein :

- les branches professionnelles sont structurées par leurs champs d'application, leurs accords et plus précisément leurs conventions collectives. Le mécanisme de l'extension des accords donne toute sa force à cette dynamique des accords et conventions structurants en étendant l'application de l'accord au-delà du champ préalablement défini, lui octroyant alors le statut de « *loi de la profession* ».
- Initié en 2014, les articles L.2261-32 à L.2261-34 du code du travail organisent une restructuration des branches professionnelles.

-La définition de la branche s'émancipe désormais de la notion de convention collective : une branche n'est plus égale à une convention collective. Ainsi, plusieurs arrêts (Cass.soc. 10 fév. 2021, n°19-13383) rebatent les cartes en précisant que « *la notion de branche (...) n'est pas figée par les contours dessinés par les conventions collectives nationales signées au fil du temps sur certains périmètres par les partenaires sociaux.* »

- Constat renforcé par la nouvelle physiologie des branches professionnelles : les « *super-branches* » au sein desquelles vont être amenées à cohabiter plusieurs conventions collectives.

Cette définition édifiant la branche professionnelle comme un véritable « *socle régulateur* » reste mouvante et imparfaite car on perçoit très nettement un décalage entre les attentes du législateur et la saisine de ces thèmes par les négociateurs (*technicité des thèmes ouverts à la négociation, de la multiplicité de ces thèmes, manque d'innovation conduisant à la dépréciation du rôle normatif des branches*).

L'autorité de la branche ne doit cependant pas être enterrée trop rapidement au profit de l'accord d'entreprise. La branche se dote d'une autorité nouvelle. Par ex, une analyse plus poussée des articles L2253-1 à L.2253-3 permet de remarquer que le renvoi à « *des garanties au moins équivalentes* » (permettant alors la primauté de l'accord d'entreprise) ne sera possible que si la branche a préalablement négocié sur le sujet. A défaut, il sera impossible pour l'accord d'entreprise de s'emparer dudit sujet.

Les branches professionnelles sont également définies par une définition fonctionnelle.

- **Des branches-socles...** : Double finalité pour les branches professionnelles qui sont chargées de la régulation économique (encadrement des pratiques concurrentielles) et de la régulation sociale (garantir les conditions de travail des salariés couverts).
- **... au socle de la branche** : cela renvoie à l'essence des branches professionnelles, leur apanage propre, le « *socle des branches* ». Cette théorie de « *l'ordre public professionnel* » (J. BARTHELEMY) permettrait alors de définir la branche professionnelle comme étant le niveau ayant pour finalité la mise en œuvre d'une politique générale de mutualisation, de solidarité et de régulation

Il est impossible de dresser une définition fonctionnelle des branches professionnelles sans prendre en compte l'autorité conférée à ces dernières.

A priori, au fil des réformes, l'accord d'entreprise est devenu « *la norme* », relayant l'accord de branche à une place essentiellement suppléative. Articulé autour de 3 blocs (art. L.2253-1 à L.2253-3), l'accord de branche ne prime désormais que sur certains domaines énumérés et dans les cas où l'accord d'entreprise ne prévoit pas « *des garanties au moins équivalentes* ».

LES ACTEURS ET LES ORGANISMES PARITAIRES

TERREAU ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Définition Subjective:
Qu'est-ce qu'une branche professionnelle?

La singularité de l'identité de branche

Les branches professionnelles, si elles partagent des caractéristiques communes, sont néanmoins définies par certains éléments qui la distinguent des autres et qui permettent de lui octroyer une véritable « *identité de branche* » :

- **La branche définie par une « *unité économique et sociale* »** : Pour une partie de la doctrine, porte d'entrée à une définition juridique de la branche professionnelle. La singularité d'une branche professionnelle reposerait ainsi sur une similitude ou une complémentarité des activités exercées ainsi qu'une collectivité « *de travail à l'intérieur de laquelle des droits fondamentaux, tels la mobilité ou la libre circulation des travailleurs doit être totale* » (J. BARTHELEMY)
- **La place de la profession dans la définition de la branche** : Il est admis que la profession peut être définie à travers le prisme de la branche puisque « *c'est la notion de branche qui permet alors de passer de la manifestation parcellaire de la profession à sa représentation unitaire* » (S.NADAL). Quid de l'interception actuelle des professions au sein des branches professionnelles ? Réels enjeux liés à leurs évolutions a fortiori à l'heure d'une restructuration.

Une identité de la branche à réaffirmer

Cela passe notamment par :

- Réussir à redonner la branche professionnelle à ses acteurs et leur « *donner du grain à moudre* » : Ex : Depuis le début du chantier de la restructuration, les chiffres semblent faire croire à un regain d'activité de la négociation de branche avec, entre autres, un nombre d'accords de branche conclus en très nette augmentation. Néanmoins, cette dynamique reste à relativiser. En effet, on s'aperçoit qu'un certain nombre de thèmes ayant suscité l'intérêt des partenaires sociaux ne sont pas des sujets « *structuraux* » mais seulement, des thèmes de négociation « *temporaires* » (chantier de la restructuration, création de la CPPNI réforme des OPCO en OPCO etc). On peut donc s'attendre à une baisse des accords conclus dans les prochaines années...
- Un indispensable travail d'éclaircissement sémantique – tant au niveau des branches que du législateur. Ex : la branche de la métallurgie qui, travaillant à la négociation d'une convention collective unique, a entrepris de négocier préalablement un accord de méthode mais surtout, « *des glossaires et des guides paritaires d'accompagnement* ».
- Engager ou réengager la branche professionnelle sur les sujets fondamentaux du droit du travail (l'indexation des salaires min.) ou des sujets davantage prospectifs mais qui sont/seront le fer de lance de ces prochaines années (par ex. la question environnementale ou encore l'encadrement du recours à l'intelligence artificielle en entreprise).

Financial Landscapes and Household Choices: A Comparative Study of Wealth Effects on Consumption in the EU



Florina BURDET

Université Clermont-Auvergne, LEO-UCA & Université Babes-Bolyai (Roumanie)



BACKGROUND

#1

- Understanding the **relationship between wealth changes and household consumption** is essential for predicting consumer behaviour, informing monetary policy, and fostering economic stability (Singh, 2022; Badarinza et al., 2019).
- This study aims to shed light on the **response of non-durable consumption to changes in wealth**, within the diverse setting of the European Union, with its mix of developed and emerging economies.

MAIN RESULTS

#3

- Housing Wealth** has no significant impact on NC across the full period in EMEs but a negative effect in AEs.
- Stock wealth** significantly boosts NC across the full period for both EMEs and AEs.
- Money wealth** has a similar positive effect, but more pronounced in EMEs.
- Decreases in **short-term interest rates** lead to an increase in NC in both economies, with the impact being more pronounced in EMEs.
- In EMEs, none of the W components and IR were significantly related to NC during the **crisis** period, suggesting a higher impact of other factors overriding wealth effects.

Why negative wealth effects ?

- Inverse wealth effect
- Substitution effect
- Deleveraging
- Differences in sensitivity to changes in W

ECONOMIC POLICY IMPLICATIONS

Wealth Stability: policies for real estate and stock markets stabilization, to ensure household consumption smoothing, especially in times of economic uncertainty.

Interest Rate Adjustment: Monetary policy adjustments made cautiously, considering the impact of short-term IR changes on household NC in both samples.

Financial Resilience: Policies encouraging financial resilience and savings so that households in EMEs buffer against fluctuations in wealth and income. For AEs, such measures can further enhance stability in consumption patterns.

METHOD

#5

- We first assess the form of the empirical model through a non-parametric approach, **categorical regression splines – CRS**:

$$C_{it} = f(I_{it}, HW_{it}, SW_{it}, MW_{it}, IR_{it}, Controls) + \sigma(I_{it}, HW_{it}, FW_{it}, MW_{it}, IR_{it}, Controls)\omega_{it},$$

$f(.)$ and $\sigma(.)$ Unknown

- Then, we employ the **Pooled Mean Group (PMG)** estimator and validate our results using Fieiler's theorem to estimate confidence intervals. The estimated parametric specification is:

$$C_{i,t} = \alpha_i + \beta_{i,1}I_{i,t} + \beta_{i,2}HW_{i,t} + \beta_{i,3}SW_{i,t} + \beta_{i,4}MW_{i,t} + \beta_{i,5}IR_{i,t} + Controls + \varepsilon_{i,t}$$

Note: All variables, except IR, are expressed in log terms.

References:

Singh, B. (2022). Housing and stock market wealth effects in developing economies. *International Economics and Economic Policy*, 19(1), 29-49.
Badarinza, C., Balasubramaniam, V., & Ramadorai, T. (2019). The household finance landscape in emerging economies. *Annual Review of Financial Economics*, 11, 109-129.

CONTACT

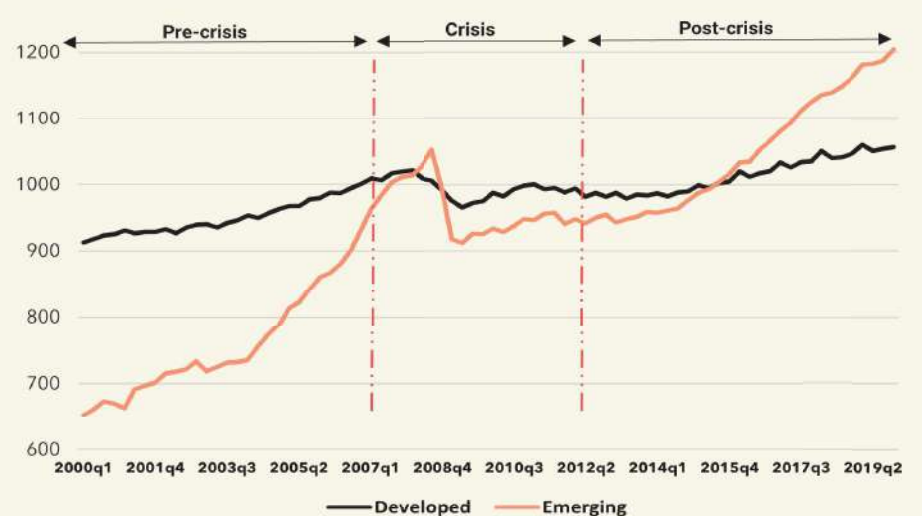


QUESTIONS

#2

- How do **changes in wealth (W)** influence **non-durable consumption (NC)** patterns in **developed (AEs)** and **emerging (EMEs)** economies within the EU?
- What **implications** does this relationship have for individual economic decision-making, market dynamics, and **policy formulation**?"

Evolution of non-durable consumption



Note: The graph presents the evolution of average non-durable consumption expenditure in the two samples.

DEVELOPED ECONOMIES	FULL PERIOD	PRE-CRISIS	CRISIS	POST-CRISIS
HW effect	YES (-0.015)	NO	YES (0.099)	YES (-0.073)
SW effect	YES (0.026)	NO	NO	NO
MW effect	NO	YES (-0.011)	NO	NO
IR effect	YES (-0.010)	NO	YES (-0.005)	NO

EMERGING ECONOMIES	FULL PERIOD	PRE-CRISIS	CRISIS	POST-CRISIS
HW effect	NO	NO	NO	YES (0.078)
SW effect	YES (0.055)	NO	NO	NO
MW effect	YES (0.187)	NO	NO	YES (0.143)
IR effect	YES (-0.004)	YES (-0.011)	NO	YES (-0.007)

Note: The values displayed in parentheses represent elasticities to consume out of wealth or the elasticity of non-durable consumption to changes in short-term interest rate.

DATA

#4

- Outcome:** Households expenditure on semi-durable, non-durable goods and services (**NC**)
- Data:** compensation of employees (proxy for income - I), house price index (housing wealth – HW), stock price index (stock wealth – SW), broad money (money wealth – MW), short-term interest rate (**IR**)
- Controls:** Unemployment rate, ESI, GINI Index
- Two subsamples:** 11 EMEs, 12 AEs
- Period covered:** 2000 Q1 – 2019 Q4 (COVID-19 pandemic excluded)
- Three sub-periods:** Pre-crisis (2000-2007), Crisis(2008-2012), Post-crisis (2013-2019)

CONCLUSIONS

#6

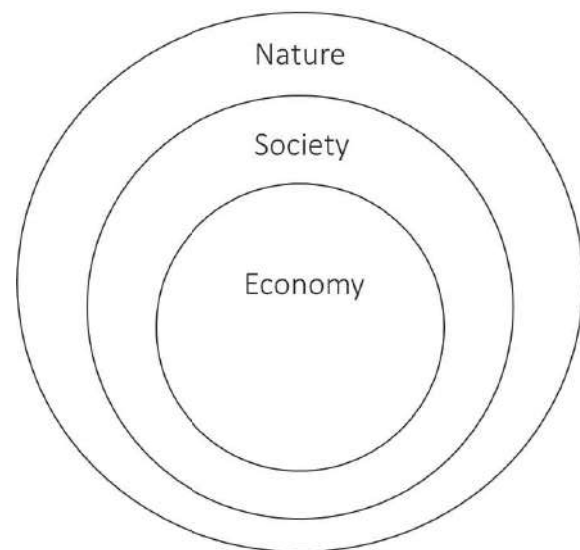
- Economic Linkages:** The study showcases the complex dynamics of income, wealth, and interest rates in shaping household consumption patterns across developed and emerging EU economies.
- Policy Relevance:** Findings carry significant implications for monetary and fiscal policy design and the necessity of differentiated approaches for emerging and developed economies.

1. Ecological and Marxian Economics



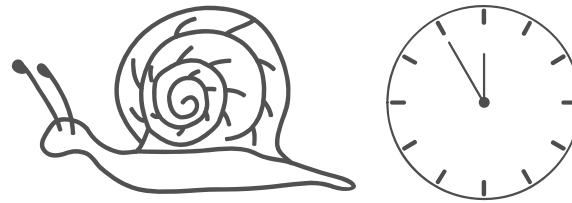
Ecological and Marxian economics are **heterodox schools of thought** within the discipline of economics. They have become more popular in recent decades because of the escalating **climate emergency** and criticisms of **neoclassical economics** in prompting sustainable transitions that are sufficiently just, redistributive and transformative.

A difference between neoclassical and ecological/Marxian economics is the importance of politics and a **theory of change**, i.e. a methodological integration of theory and praxis. This integration is epitomized in movements like degrowth and various (eco-)socialist programs, which highlight how economic policies are also deeply **political**.



Ecological and Marxian economics aim to produce a **new macroeconomics** based on an embedded, non-exploitative relationship between the environment, people and the economy. My thesis will develop a theory of working-time reduction within this framework of analysis.

Are you interested in a more theoretical doctoral thesis? Welcome!



The Politics of Work-time Reduction for Degrowth

Grace Robinson, CERDI and UCA
Supervisor: Arnaud Diemer



3. Work-time Reduction and Work-sharing

In the Global North, studies show that people are massively **overworked** with high levels of **stress** and **burnout**, yet underpaid. The movement for a **4 Day Week** has entered mainstream political debate since the COVID-19 pandemic showed that the way we work can quickly change.

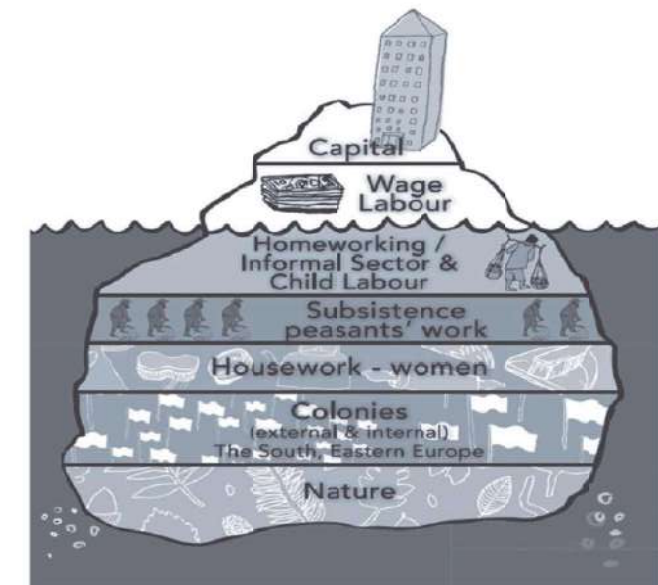
Degrowth is calling for environmentally and socially destructive sectors (like the fossil fuel industry) to be dramatically reduced. Work-time reduction in a degrowth transition will operate as a way for work to be redistributed **without** raising unemployment. A shorter work week will also give people time to make more eco-conscious choices like cycling to work and home-cooking.

Do you think this is inevitable? Will a shorter working week reduce or increase emissions? My thesis argues this question is not so simple.



2. Feminist Economics and Feminist Marxism

Unpaid household labour was estimated at **£1.04 trillion** in 2016 in the UK. This is also known as **reproductive labour** and it is work that is still predominantly carried out by women. Maria Mies coined the iconic iceberg diagram to illustrate the **dependency** of paid work on massive amounts of unpaid labour:



Silvia Federici founded the **Wages for Housework Campaign** in the 1970s, which famously asked: what if unpaid, reproductive labour was paid with a wage? Since then, there has been a growing movement for **Universal Basic Income (or UBI)**. However, Federici argues that the Wages for Housework Campaign was merely a first step in recognizing this labour as **work** as a basis for women to **refuse** it.

This thesis will explore the implications of including unpaid, reproductive work in a work-time reduction policy. How will such work be equitably redistributed? Along what property or economic regime can this be successful?

Value Logics of Citizen Energy Initiatives

Comparing commercial and social value creation of Citizen Energy Initiatives in France and Germany

Jan Pedro Zeiss – Høgskulen på Vestlandet & CERDI, Université Clermont Auvergne

Are you wondering what exactly Citizen Energy Initiatives are? Have a look at our documentary!

Recent studies have shown that citizen energy initiatives (CEIs) are growing across Europe (Schwanitz et al., 2023). Various legal and other forms exist, but most operate as hybrid organizations, combining commercial with non-profit value logics.



The social impact of CEIs has only been studied qualitatively with few, not statistically representative samples (Bielig et al., 2022). Filling this gap, a statistical investigation is presented.

Commercial business models, non-profit activities and supporting ecosystem are investigated for a sample of 366 German and 127 French CEIs active in the PV sector (ENBP database, see Wierling et al., 2023). Inherent to all CEIs in the sample is the business model of producing and selling electricity from solar PV installations. Additional business models are shown in Fig.2. Non-profit activities and the supporting ecosystem are presented in Fig.1 and Fig.3 respectively.

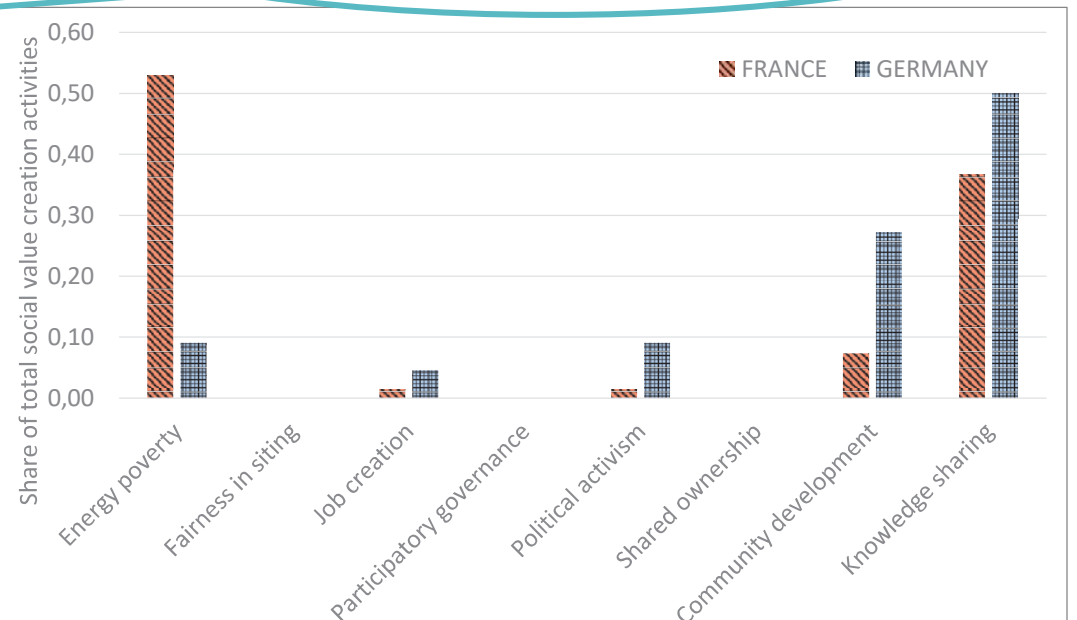


Fig. 1: Distribution of social value creation activities for France and Germany. Classified by social impact categories identified by Bieligh et al. (2022).

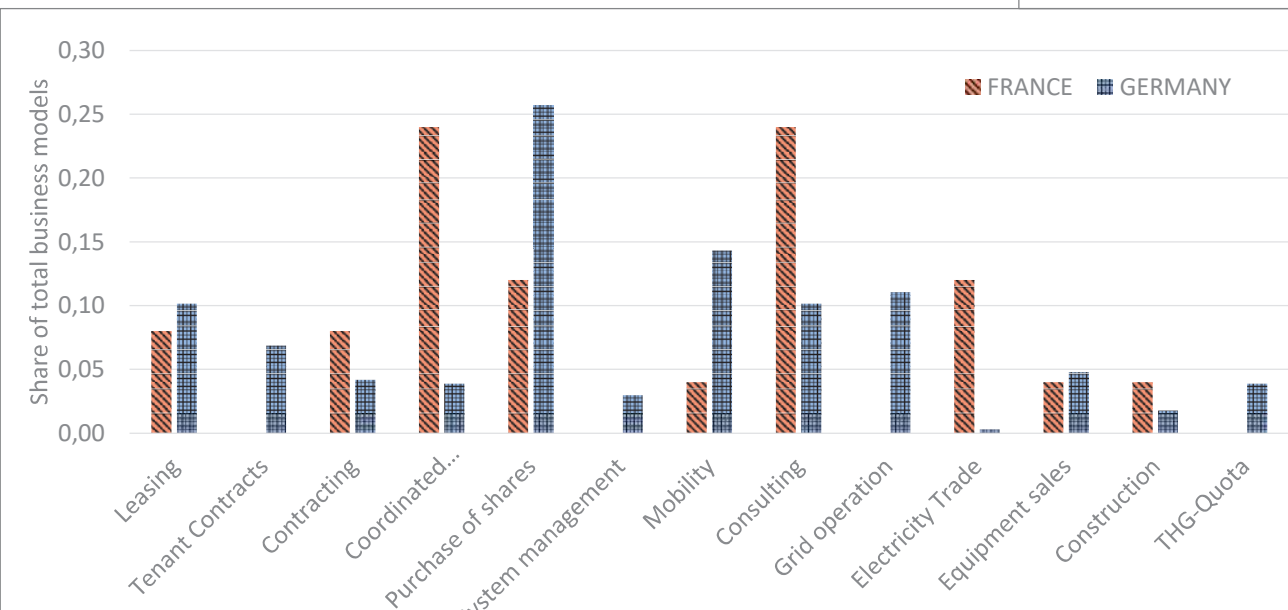


Fig. 2: Distribution of additional business models beyond producing and selling or renewable electricity for France and Germany. Extended classification based on Wierling et al. (2022)

Table 1: Comparison of aggregate values of CEIs in France and Germany

	France	Germany
Number of CEIs	127	366
Number of additional BMs	25	335
Number of non-profit activities	68	22
Business models per CEI	0.2	0.92
Non-profit activities per CEI	0.54	0.06

Key insights

- Only a limited share of the investigated CEIs actively engage in non-profit activities. This share is considerably larger among French CEIs compared to German CEIs (Tab.1).
- Social activities of French CEIs focus more on reducing energy poverty, while German CEIs focus more on community development, such as supporting cultural associations (Fig.1)
- German CEIs tend to have a more diversified commercial business model portfolio, while French CEI tend to rely more on revenues from electricity sales (see Fig.2 & Tab.1).
- French CEIs link more often to other associations and NGOs, while German CEIs link more often to private enterprises (Fig. 3).
- **German CEIs emphasize generating profit through their business model portfolio, while in comparison, French CEI rely on voluntary work and revenues from produced electricity to conduct social activities such as educational events in schools and supporting low-income households on energy efficiency improvements.**

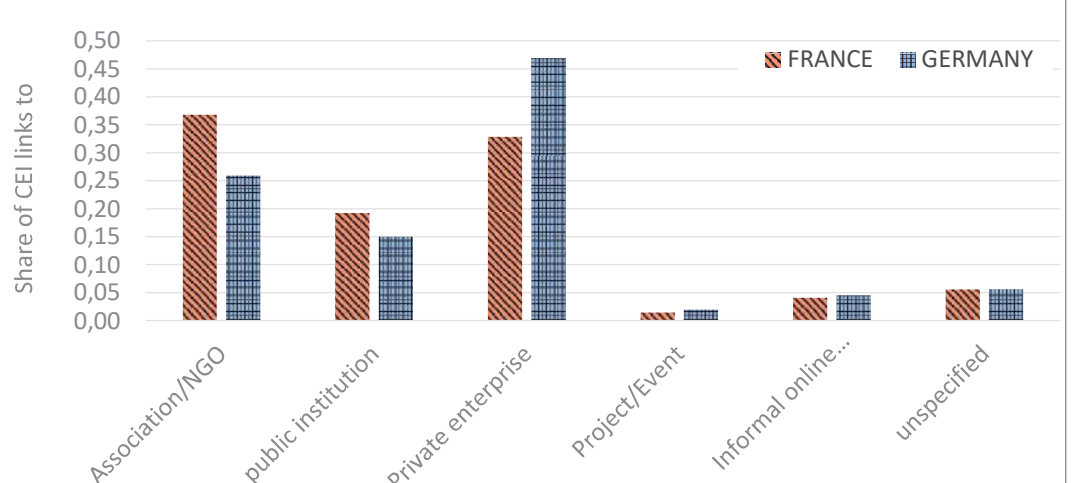


Fig. 3: Distribution of organizational forms of entities identified through crawl of French and German CEI-websites.

Contexte

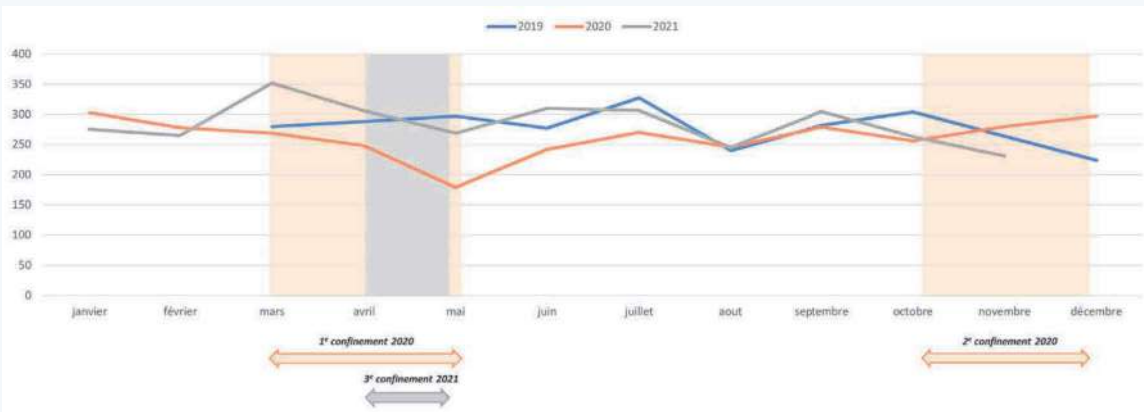
Forte perturbation des soins en cancérologie pendant la crise sanitaire

1. Activité de dépistage organisé (DO) et individuel (DI) du cancer du sein en baisse



Vincelet et al. 2021

2. Baisse du nombre d'actes de chirurgie mammaire



Tran et al. 2020

Problématique et objectifs

Covid19 : une pandémie inégale



Soins des principales tumeurs



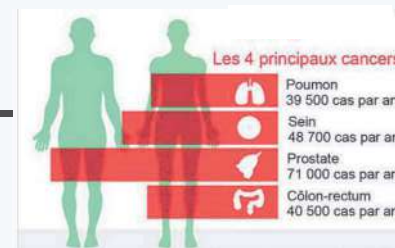
Reste à charge élevé

Retard de traitement

allongement de la durée de traitement

Augmentation des dépenses de santé à la charge du patient

Quelle est la catégorie sociale de patients la plus impactée par les mesures de confinement ?



LNC, INCA, 2018

Objectifs

- Déterminer l'impact des différents confinements sur la consommation et les délais de traitement en cancérologie
- Mesurer l'impact des confinements sur les inégalités sociales de consommation de soins et de délais de traitement en cancérologie.

Méthodologie et intérêt

Données et variables

- ❖ **SNDS**: Système national des données de santé (2015 - 2022)
- ❖ **Délai de traitement**, diversité des parcours de soins :
 - Parcours chirurgicaux
 - Parcours non chirurgicaux
- ❖ **Consommation de soins** : soins de support et soins de traitement
- ❖ **Catégorie sociale** : indice français de défavorisation sociale (Fdep)
 - 1ere composante d'une ACP de quatre variables mesurées au niveau de la commune: le taux de chômage, de bachelier, d'ouvrier et le revenu médian.

Stratégie d'analyse

Deux Modèles statistiques stratifiés sur le Fdep:

- ❖ Modèle de poisson
- ❖ Modèle de durée de cox

Fort intérêt pour les mutuelles de santé

- ✓ Les personnes en ALD ont paradoxalement des RAC les plus élevés... à raison des soins de support.
- ✓ Les mutuelles de santé mettent en œuvre des expérimentations visant à promouvoir les soins de support en cancérologie. Les résultats de cette étude permettront de cibler les patients ou les localités prioritaires lors des phases de lancement et de déploiement des dispositifs.

Technological Uncertainty and Catch-Up Patterns: Insights of Four Chinese Manufacturing Sectors

Lu XU (she/her)

ESC Clermont Business School, CleRMa-UCA

Email: lu.xu@esc-clermont.fr

Tel : +33 (0)4 73 98 24 24



1. INTRODUCTION

Catch-up, which is seen as a process of closing the income gap and/or increasing the technology capability, is studied at various analytical levels. Some studies highlight leadership turnover during constant catch-up attempts (Kang and Song, 2017), whereas some other research pays specific attention to the division of phases in catch-up processes (Hobday, 1995; Cho et al., 1998; Lee and Lim, 2001). Recently, some studies have focused on the windows of opportunities seized by latecomers further stimulating the evolution of catch-up cycles (Landini et al., 2017; Lee and Malerba, 2017). In a catch-up cycle, during the early prologue, interim development, or final complement, various windows of opportunities emerge in the constantly changing external environment. Thereby, latecomers manoeuvre their capability building and learning mechanisms with diverse permutations (Figueiredo and Cohen, 2019). Technology, market demand, and policy uncertainties affect the latecomers' catch-up path choices. Catch-up cycle stages and technological uncertainty have yet to be associated in the empirical research on catch-up strategy. Therefore, we bring attention to the pivotal question of this study and ask how process patterns in catch-up cycle stages hinge on technological uncertainty.

2. LITERATURE REVIEW AND THEORETICAL DEVELOPMENT

Van de Ven (1992) classifies process theories into four alternative families, namely, life cycle, teleology, dialectic, and evolution. Among these four, the first two incorporate initiative conditions and equifinality, hence are predictive. Whilst the latter two centres on emergent changes and how they occur, thus have fewer anticipatory changes, yet have more in explanation.

Stages of Catch-up Cycle

A successful response of windows of opportunity is seen as a threshold or critical time to differentiate a catch-up cycle between the early stages (entry and gradual catch-up) and the later stages (forging ahead of latecomers and falling behind of incumbents) (Lee and Malerba, 2017).

Technological Uncertainty and Catch-up

The uncertainty of technology refers to the ability to predict the technological trajectories the firms face in the various industries (Park and Lee, 2006). This uncertainty is related with the future technological trajectory's predictability.

Life cycle	Teleology	Dialectic	Evolution

Table 1. Families of process theories (Van de Ven, 1992, p.176)

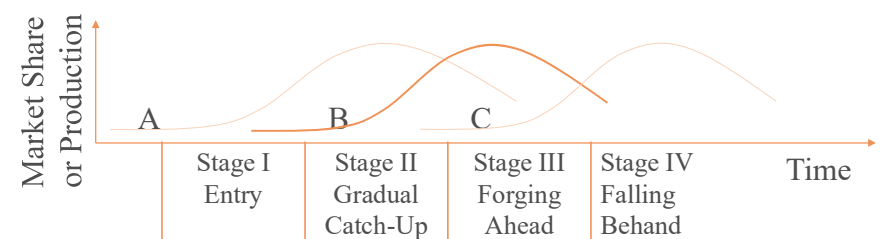


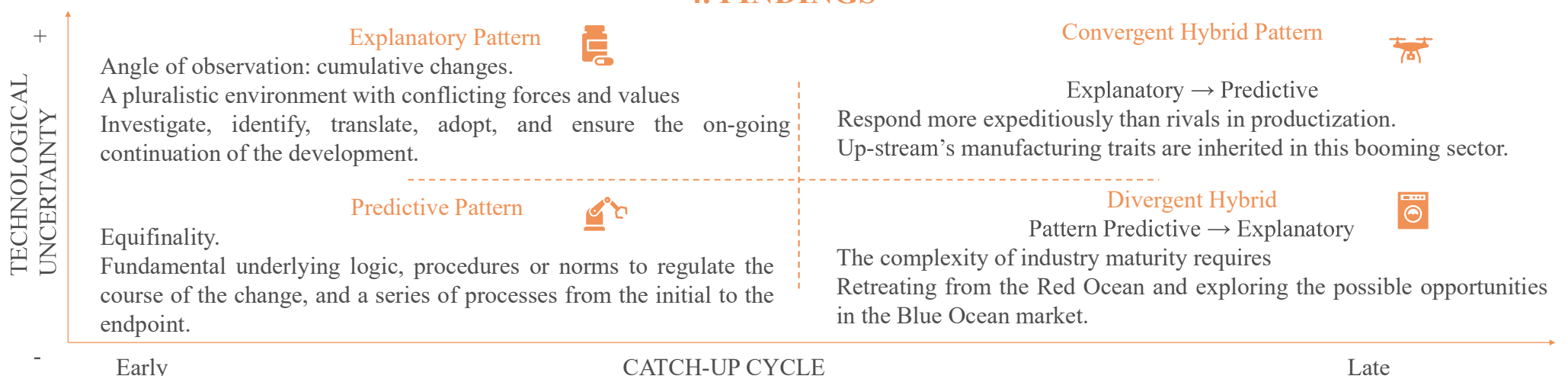
Figure 1. Stages in the Catch-Up Cycle (Lee and Malerba, 2017, p.342)

3. METHODOLOGY

The empirical setting of case study consists of the following sectors in China: pharmaceutical, general equipment, electronic device, and the home appliance manufacturing sector(s).

- 34 onsite interviews were obtained between July and August 2017, including business managers and executives
 - 36 National statistic bulletins and yearbooks, 64 government working reports, 20 policy documents, 30 media press articles and 7 internal reports
- Explanation building is conducted from the interpretation of primary and secondary data in a sequence of revision (Yin, 2014): proposing the original view, comparing the findings with theoretical propositions of catch-up concepts, revising the theoretical view, applying the revised view into case details, after which, the process was repeated.

4. FINDINGS



5. DISCUSSION & CONCLUSION

Typology of Catch-up Patterns

Early Catch-up Stage and Pattern Monotony // Late Catch-up Stage and Pattern Hybrid

Influences of Technological Uncertainties on Industrial Catch-up

Technological uncertainty is determined by the trajectory fluidity: when the technological trajectory is easy to predict — the uncertainty is low, and conversely is high (Park and Lee, 2006). Similarly, the technological diversity affects trajectories to catch-up (Miao et al., 2018). Hence, technology uniformity and stability lead latecomers to follow a predictable path consisting in the exploiting of tedious technology while capabilities are being incubated. Facing technological volatilities, latecomers are obliged to explore and consolidate the core technology among various trajectories whilst leveraging other variables, such as institutional precedence and market preferences (McMahon and Thorsteinsdóttir, 2013).

La protection de l'intégrité du sportif de haut niveau à l'épreuve de la performance

Manon Bécaud
Doctorante 1^{ère} année droit privé et sciences criminelles
manon.becaud@doctorant.uca.fr

Sous la direction de :
Madame Lassalas et Monsieur le Professeur Missa

« Plus vite, plus haut, plus fort »

Devise Olympique

INTRODUCTION

Après avoir pratiqué le sport à haut niveau pendant près de 10 ans, j'ai constaté que le sportif pouvait s'exposer à des risques d'atteinte à son **intégrité**, qu'elle soit psychique ou physique. Mettant en lien ce constat à mon parcours d'études en droit, j'ai compris que la performance sportive soulève de nombreux enjeux éthiques et juridiques. Le développement de politiques de performance lié à l'organisation des **JO 2024** par la France m'incite d'autant plus à me saisir de ce sujet d'actualité. En effet, la mise en place d'un **pôle de la haute performance** positionne le sport comme le nouveau bras armé français. La technologie de masse, la notion de consentement et d'autonomie dans la pratique sportive, la transformation de la médecine thérapeutique en médecine d'amélioration, les violences liées au surentraînement ou encore l'encadrement des mineurs sportifs sont tant de problématiques qui mettent en péril l'application du principe d'**intégrité** pourtant érigé comme un **droit fondamental**.

La protection de l'intégrité physique et psychique du sportif de haut niveau est-elle garantie face aux exigences de performances ?



Le statut juridique du sportif de haut niveau

- Depuis 1982, la qualité de sportif de haut niveau s'obtient par l'inscription sur une liste arrêtée par le ministre chargé des Sports. Le sportif de haut niveau est lié par convention, alors que le sportif professionnel est lié par contrat. Ce statut conventionnel confère peu de protection aux acteurs du sport. La loi n°2015-1541 du 27 novembre 2015 a participé à sécuriser la statut juridique et social des sportifs de haut niveau, mais les conventions qui lient les sportifs à leurs fédérations restent des outils à **faible valeur juridique**.
- L'article **L.221-1 du Code du sport** dispose que « les sportifs [...] de haut niveau concourent, par leur activité, au rayonnement de la Nation et à la promotion des valeurs du sport. Ils participent au développement de la pratique sportive pour toutes et tous ». Cet article n'a en réalité que peu d'effet législatif, il joue un rôle déclaratif. Toutefois, il permet de mesurer les enjeux sociaux économiques et politiques qui pèsent autour du sportif. Les athlètes alimentent la stratégie du *soft power*.

Ces définitions du **sportif de haut niveau** mettent en évidence leur situation précaire. La mission extra-sportive des athlètes influe sur leur instrumentalisation. En parallèle, leur statut juridique reste incomplet, ce qui ne permet pas de les protéger de manière effective. Face aux exigences de performance, le sportif de haut niveau se retrouve en position de **vulnérabilité** car les outils juridiques mis à sa disposition manquent d'ambition.

« La recherche éperdue d'une performance mue par le désir impérieux de progresser, peut masquer la plus contraignante des aliénations. »

CCNE, Avis n°81, « Performance et santé »,
17 novembre 2003.



Les défis liés à l'entraînement

Le droit de bénéficier de conditions de travail dignes, le droit à la vie privée, les droits du mineur sportif sont-ils préservés face à la performance ?

La culture de la performance et la sélectivité du milieu sportif sont de parfaits alibis aux atteintes à l'intégrité du sportif. La place de la **décision** et de l'**autonomie** de l'athlète dans le processus d'entraînement est de plus en plus secondaire.

Le surentraînement constitue l'un des symptômes du culte de la performance appliqué au sport. La fréquence des séances s'est multipliée et intensifiée. Par exemple, en 1953 les footballeurs parcouraient en moyenne 4.7 km par match contre 11km en 2016. Or, la **charge de travail** doit se présenter comme un juste équilibre entre vie privée et vie professionnelle (Art. L3121-64 du Code du travail). La médicalisation du sport exacerbe aussi la surcharge de travail. Les temps de récupérations sont raccourcis, les traitements médicaux sont intensifs et les rééducations sont parfois expéditives.

La **maltraitance** et les **violences sexuelles** sont bien trop souvent banalisées, du moins tolérées. Les exigences du haut niveau impliquent une subordination accentuée chez le mineur sportif. Il s'expose plus facilement à des atteintes à son intégrité, notamment du fait de sa **vulnérabilité**.

Un entraîneur sportif condamné pour viol aggravé sur mineur
Crim. 23 juillet 2003, n°03-82.755

Lors de déplacement sportif un coach a profité de son autorité pour agresser sexuellement puis violer un sportif âgé de 12ans, près d'une vingtaine de fois. La chambre de l'instruction rapporte la mise en place « d'un stratagème propre à l'obliger à dormir dans le même lit et à abuser de son **innocence**, qu'il a ensuite profité de son **ascendant** [...] sous couvert d'affection et au prétexte de **performances sportives** ».



Les défis liés au dopage

Comment protéger l'intégrité du sportif face au dopage et à l'avènement des technologies de masse ?

L'article **16-3 du Code civil** garantit la protection de l'intégrité du corps humain. Pour déroger à ce principe deux conditions cumulatives doivent être réunies : le **consentement** du patient et la **nécessité médicale**. Les progrès technologiques et plus particulièrement la biomédecine sportive, dissipe peu à peu cette condition de nécessité. En effet, l'augmentation des capacités des athlètes n'a aucune finalité thérapeutique.

Pourtant prohibé par les instances internationales (AMA), le dopage ne cesse de se perfectionner et de se massifier. Il est nécessaire d'ouvrir une discussion juridique et éthique sur les problématiques liées au **sportif augmenté**. La protection de l'intégrité des athlètes ne doit pas être écrasée par le principe d'**autonomie personnelle**. Le professeur Fabre-Magnan souligne à cet égard que si « le droit doit s'abstenir dans le rapport de soi à soi, il ne faut pas alors lui demander de **cautionner les atteintes à soi-même** ».

Le **dopage génétique** constitue le défi majeur pour la lutte contre le dopage. L'intimité des athlètes et leur intégrité est menacée puisque cette technique, quasiment indétectable, modifie le génome leur génome pour le rendre plus performant (injection d'ADN ou d'ARN messenger dans le sang).

Le **dopage mécanique**, quand-à-lui, interroge sur le **statut juridique** de ces sportifs mi-homme mi-machine. L'organisation du **Cyathlon** depuis 2016 transforme peu à peu les athlètes handicapés en **cyborg** (courses pour amputés équipés de prothèses motorisées ou encore des affrontements d'interface cerveau-machine).

Pour plus d'informations



Source images
Freepik Premium



CENTRE MICHEL DE L'HOSPITAL
Université Clermont Auvergne

1.0 INTRODUCTION

Multi-stakeholder initiatives on sustainability intervention emphasize that sustainability rests on 3 pillars - economic, social, and environmental aspect, and each having equal priority and interests. (1; 2).

One of the challenges of the legitimacy of MSI is the lack of commitments by many economic actors (see 3).

Research question: How can we promote corporate commitments in the implementation of MSI logics, amidst different motivations, and inherent power differences? Finding answer to this research question requires that we understand how the gratification of the motivations of each set of stakeholders of the sustainability pillars interdepend on the other stakeholders to satisfy their needs.

2.0 OBJECTIVE

- To comparatively examine the different levels of needs and objectives of the actors representing the three sets of stakeholders of the sustainability pillars.
- To mobilize a theoretical framework.
- To establish a theoretically and empirically grounded framework to promote corporate commitments in the implementation of MSI logics.

2.1a THEORETICAL FRAMEWORK

- Maslow's theory of motivation (4) see Fig. 1
- Power - dependency theory (5) see Fig. 2

3.0 METHODOLOGY

Empirical field: MSI in territorial sustainable mobility - **OrbiMob**.

Qualitative method

- Observations
- Interviews
- Secondary data.

Technique: Flexible pattern matching (6)

4.0 RESULTS

Economic Actor

Physiological needs is to acquire capitals. Requires individuals / citizens and fin. institutions.

Safety & security needs: Establishing strategies to protect itself from corporate bullying. It requires co econ. actors (competitive advantage).

CSOs

Physiological needs is capacity to gather likeminds. Requires individuals / citizens and NGOs.

Safety & security needs: Establish regulations, policies, and guidelines, and financial stability.. It requires citizens, NGOs, & econ. actors.

MSI

Physiological needs is to have the capacity to assemble heterogeneous participants in the initiative to represent economic, social, and environmental interests.

Safety & security needs: Establish regulations, policies, and guidelines, and financial stability. Requires econ. actors, CSOs.

2.1b



Fig. 1

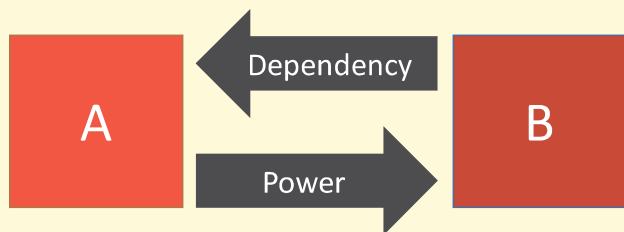
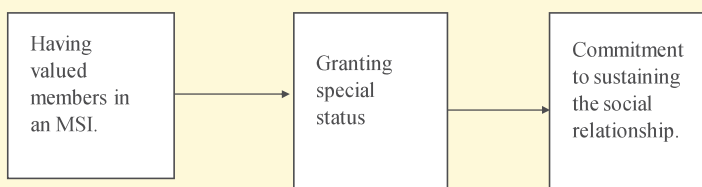


Fig. 2



2.1c

Theoretical model

Implementing MSI logics:
Changing business model, Inv. in R&D, funding prj., empl. welfare, env. concern.

3.0 METHODOLOGY

Empirical field: MSI in territorial sustainable mobility - **OrbiMob**.

Qualitative method

- Observations
- Interviews
- Secondary data.

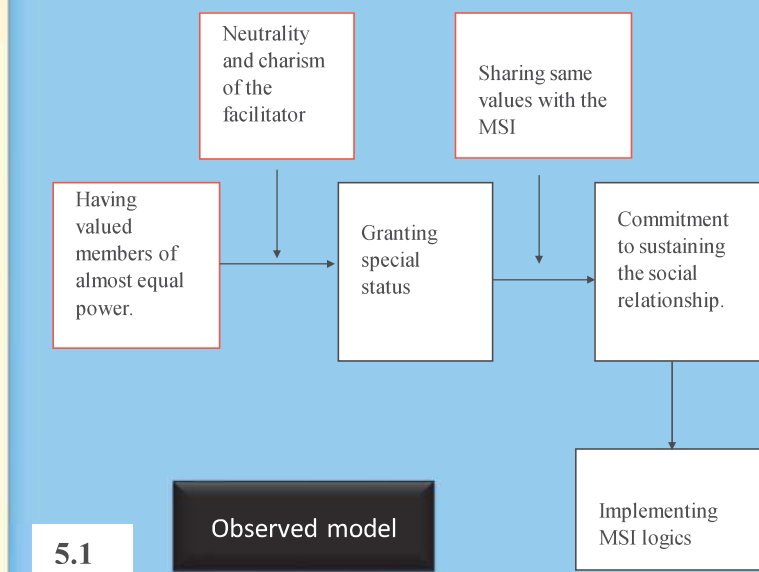
Technique: Flexible pattern matching (6)

5.0 ANALYSIS

- In line with the theoretical model, however, CSOs would be more accepting to give special status to the economic actor if they perceive the facilitator to be neutral and having charisma.
- The economic actors are likely to be more committed in adopting Hartwick rule if they share the same values with the CSOs in the MSI.
- Hartwick rule = channelling excess profits to promoting social and environmental well-being through investing in R&D, promoting employees' welfare, funding restoration projects etc.

6.0 CONCLUSION

This study has some theoretical contribution by extending the applications of Maslow motivation and power-dependency theories in MSI, and proving their relevance in addressing today's collaborative challenges. It demonstrated the importance of power hierarchy, shared values, neutrality and charisma of the facilitators. Highlighting the importance of placing emphasis on shared value while admitting new members.



5.1

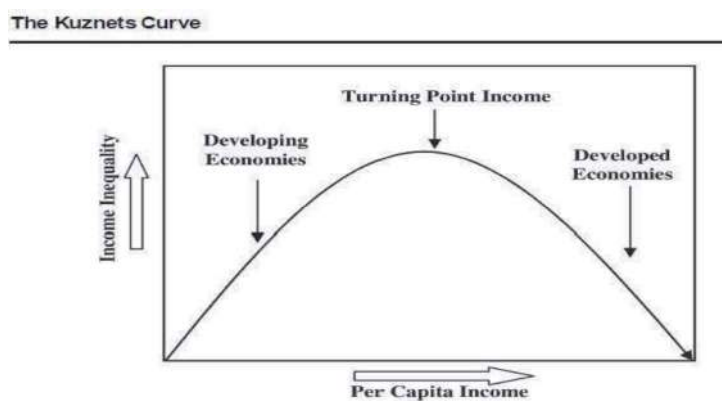
Observed model

Implementing MSI logics

1. Mena, S., & Palazzo, G. (2012). Input and output legitimacy of multi-stakeholder initiatives. *Business Ethics Quarterly*, 22(3), 527-556.
2. Dentoni, D., Bitzer, V., & Schouten, G. (2018). Harnessing wicked problems in multi-stakeholder partnerships. *Journal of Business Ethics*, 150, 333-356.
3. Blomberg, A., Heikkinen, A., & Kujala, J. (2022). Problematising stakeholder engagement: Insights from multi-stakeholder network.
4. Maslow, A. H. (1987). *Motivation and personality* (3rd ed.). Delhi, India: Pearson Education.
5. Emerson, R. M. (1962). Power-dependence relations. *American sociological review*, 31-41.
6. Sinkovics N (2018) Pattern matching in qualitative analysis. In: Cassel C, Cunliffe A, Grandy G (eds) *The sage handbook of qualitative business and management research methods*. SAGE Publications, Thousand Oaks, pp 468-485

Background

- Increasing income inequality and income losses in (mostly) advanced countries, despite **decreasing global inequality**
- Dispersion of income inequality – **heterogeneous**; not related to the level of economic performance (the role of **economic growth?**)
- Empirical literature – mixed evidence concerning this relationship:
 - **positive** growth - inequality link (Chang et. al, 2018; Herwartz & Walle, 2020; Topuz, 2022)
 - **negative** connection between concepts (Breunig & Majeed, 2020; Anyanwu et. al, 2021)
 - **non-linear** / **non-statistically significant** relationship (Acheampong, Dzator & Sahabz, 2021; Batuo, Kararach & Malki, 2022)
- Kuznets' inverted U-shaped hypothesis:



RQ & Contributions

- What is the relationship between **ec. growth** and **income ineq.** in both advanced and emerging EU countries? (*Kuznets' theory validation?*)
 - Do **poverty**, **unemployment**, **human capital**, and **stabilization policies** play a role? (*Western vs Eastern Europe*)
- ✓ The study of this connection in **CEE countries** during 1994-2020 (*scarce evidence for post-communist economies behaviour*)
 - ✓ Evaluating the **Poverty-Growth-Inequality Triangle** in the EU using the PVAR strategy over 2000-2019
 - ✓ Investigating inequality's response in distinct sub-samples: **West, East, Eurozone, Non-Eurozone (differences?)**

Data Analysis

- Panel Cointegration techniques

- Dynamic panel & Forecast analyses
- Spatial econometrics

Results

Fig.1 Spatial distribution of ineq. growth



Fig.2 Spatial distribution of GDP growth

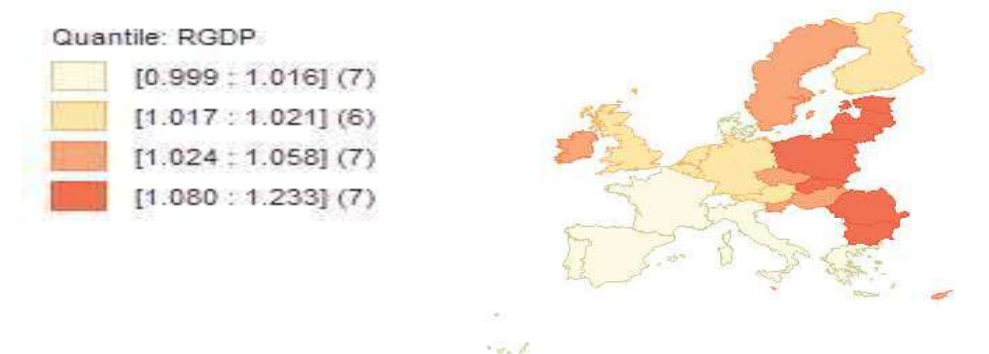
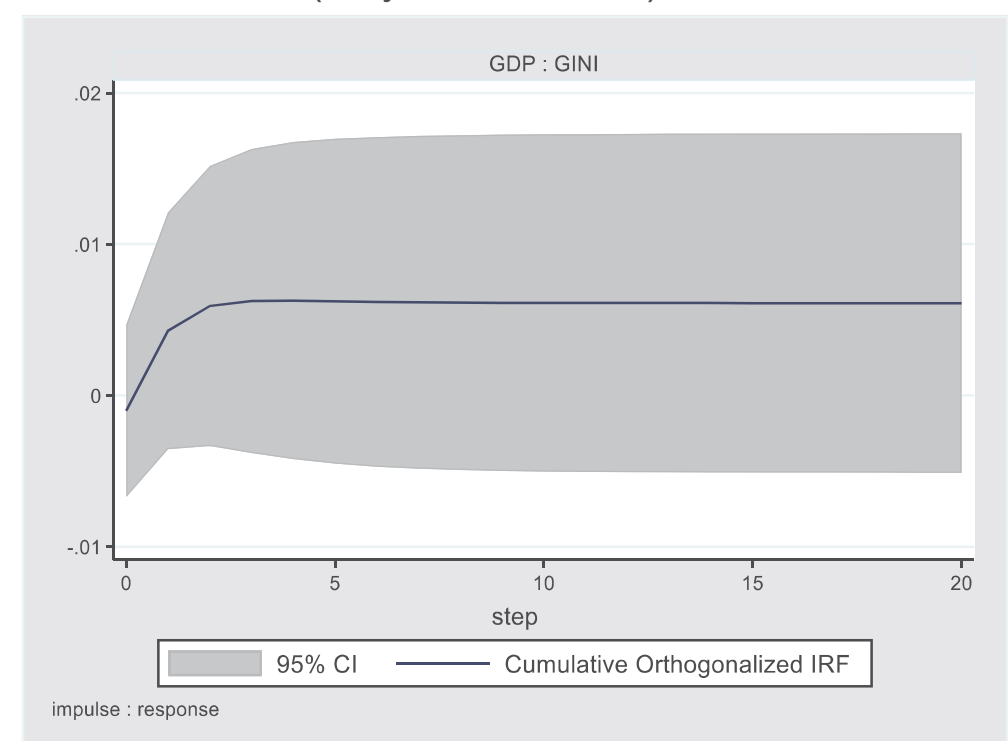


Fig.3 Inequality's response after a GDP shock – Europe (20 years forecast)



Conclusions

- In all Europe – **positive connection** between GDP and Gini; contradicts **Kuznets' curve** for emerging economies
- High levels of **poverty** and **unemployment** + low **redistribution** and investment in **education** foster future increases in income inequality